

international

SINCE 1989

N°1638 | LUNDI 9 JUIN 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Fayulu rejoint Fatshi



Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi
Tshilombo reçoit jeudi 5 juin 2025 au Palais de la Nation l'un de ses opposants Martin Fayulu Madidi. PR.

Lorsque jeudi 13 avril 2023, Fayulu se rend à Lubumbashi, résidence principale du puissant ancien gouverneur du Grand Katanga, Moïse

Katumbi Chpwe, avec deux autres candidats présidents déclarés Augustin Matata Ponyo Mapon et Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, nul ne cache rien devant les médias après deux jours de

rencontre. Pas un doute, pour Martin Fayulu Madidi, les carottes sont cuites. Si, à la présidentielle de décembre 2023, certains avaient rêvé d'une candidature unique de l'opposition, ce fut le chacun

pour soi, Dieu pour tous. Félix Tshisekedi, le président sortant arrache la mise avec 73,34% des voix exprimées. Suivi de Katumbi, 18,08%. Le volubile «homme de la vérité des urnes», n'apparaît qu'à

la troisième place, 5,33%. Suivi de son ex-frère Adolphe Muzito Fumutshi, 1,12%. Débat clos. Fayulu se rapproche plus que jamais de Fatshi. La politique est une realpolitik. (Article en pages 2 et 3).



548632 898755

Cela avait commencé le 13 novembre 2023



La poignée de main du 13 avril 2023 à la CÉNI avait déjà fait parler à l'époque. «Une simple courtoisie», avait rétorqué le camp Fayulu. DR.

Deux heures de rencontre jeudi 5 juin 2025 à Kinshasa au Palais de la Nation. C'est dans le bureau officiel du Chef de l'État et dans le salon des ambassadeurs où le Président de la République reçoit ses homologues quand ils viennent en visite au Congo qu'est reçu Martin Fayulu Madidi et une délégation de son parti politique Engagement Citoyen pour le Développement ECIDÉ notamment en tête-à-tête. Une rencontre qui survient dans un contexte sécuritaire tendu, marqué par des affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles de l'Alliance Fleuve Congo AFC/Mouvement M23 soutenu par le Rwanda.

C'est la deuxième fois depuis 2018 que les deux ex-amis se voient en public. La dernière fois, ce fut lors de la campagne présidentielle de 2023 quand la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, avait, dans un «cadre de concertation des candidats Président», réuni tous les candidats pour

fixer les règles du jeu. La poignée de main avait fait parler à l'époque. «Une simple courtoisie», avaient rétorqué les partisans de Fayulu. Pas de poignée de main le 5 juin 2025 mais une chaude et franche accolade sur les images prises au début de la rencontre. «Je suis content de vous voir et nous allons échanger à cœur ouvert», lance le Chef de l'État d'entrée de jeu. Tina Salama, sa porte-parole décrit son compte X (ex-Twitter) une rencontre sollicitée par le leader du parti politique ECIDÉ, qui «se déroule dans une atmosphère conviviale en vue de la cohésion nationale».

Une occasion de balayer un grand nombre de sujets, la crise sociale, la crise politique et surtout la crise sécuritaire que traverse le pays avec toutes ses conséquences, précise Fayulu aux médias à la sortie. Il évoque la gravité de la situation actuelle. «Le pays est dans une phase très difficile. Nous sommes attaqués de partout. Nous avons besoin de la cohésion nationale. Je suis venu pour lui dire que nous n'avons pas trente-six solutions. Nous devons créer un camp de la patrie. Il faut que l'on se voit dans le cadre d'un dialogue. Et celui qui ne vient pas n'est donc pas

un patriote ». Il a plaidé pour un «dialogue social» et a appelé le président de la République à rencontrer les responsables religieux, notamment ceux de la CÉNCO, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo et de l'ÉCC, Église du Christ au Congo, porteurs d'une proposition de pacte social. Selon Fayulu, le président a promis de recevoir les religieux à son retour de Kolwezi, capitale du Lualaba, dans le Haut Katanga. Interrogé sur une éventuelle entrée de son camp dans les institutions, l'opposant précise que ce sujet n'avait pas été abordé.

EST-CE LE BON INTERLOCUTEUR?

Trois jours avant, le 2 juin, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, il avait décrit la situation actuelle comme l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du Congo, appelant au dialogue et à un «sursaut d'honneur et de responsabilité» pour préserver l'unité et l'intégrité du pays, estimant que le Congo traversait une «crise existentielle», faisant face à un risque imminent de balkanisation à cause de l'insécurité et de l'activisme de groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Régions en grande

partie sous le contrôle du groupe rebelle AFC/M23, soutenu par le Rwanda. Il interpelle trois acteurs politiques qu'il estime capables de jouer un rôle dans la résolution de cette crise : Corneille Nangaa Yobeluo, Joseph Kabila Kabange et le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Puis, s'adresse au peuple congolais, l'invite à œuvrer pour la cohésion nationale.

A Nangaa, ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, aujourd'hui coordonnateur du groupe rebelle AFC-M23, Fayulu lance l'appel : « Monsieur Nangaa, cessez d'être complice des massacres de nos frères et sœurs. Cessez de livrer notre sol, nos vies et nos ressources aux forces étrangères. Aucune ambition ne vaut le prix de la souffrance de tout un peuple».

À Kabila, ancien président de la République, installé à Goma, critiqué pour sa présence dans une ville sous occupation rebelle, il déclare : « Monsieur Kabila, aucune raison, même stratégique, ne saurait justifier une collaboration avec ceux qui déchirent notre pays. Quittez Goma, cette ville martyre, aujourd'hui occupée avec la complicité de forces ennemies.

L'Histoire ne pardonne pas les trahisons, encore moins celles à la patrie ». Au Président Tshisekedi, il insiste sur la responsabilité historique qui lui incombe pour éviter l'implosion du pays : « Monsieur Tshisekedi, vous avez le devoir de ne pas laisser notre génération être celle qui aura vu le Congo désintégrer. J'en appelle à un sursaut d'honneur et de responsabilité. Je veux vous voir pour une discussion directe, sans faux-semblants, afin de trouver une issue digne à cette crise existentielle». « Le Président de la République salue le patriotisme et le sens d'engagement pour la cohésion nationale affichés par M. Martin Fayulu et affirme sa disponibilité à le rencontrer pour sauver la République de la prédation qui menace nos institutions et notre intégrité territoriale», écrit, sur son compte X, Tina Salama.

Si les partisans de Fayulu se réjouissent de la chaude accolade entre leur chef et le président de la République, des analystes estiment que l'alliance entre les deux hommes n'aura aucun impact sur la crise dans l'Est du pays. À l'ECIDÉ, on précise qu'il n'y a pas d'alliance entre les deux camps, mais les partisans se

disent confiants quant à l'impact de la rencontre sur la crise en cours dans l'est du pays. «Le plus important ce n'est pas la poignée de mains. C'est plutôt l'objectif poursuivi. Dialogue national inclusif», a précisé Prince Epenga l'un des communicants de Lamuka. Sur «le front commun évoqué par Monsieur Fayulu, c'est l'état d'esprit qui est celui de refuser la balkanisation. La coalition Lamuka est la première force de l'opposition politique et elle compte poursuivre son combat pour les intérêts du peuple jusqu'aux élections prochaines». Une mise au point survenue, alors que la rencontre entre les deux hommes apparaît comme une alliance pour la possible participation de Martin Fayulu à un gouvernement d'union nationale. Pour le Professeur Alphonse Maindo, enseignant à l'Université de Kisangani, Fayulu n'est pas le bon interlocuteur pour mettre fin à la guerre dans l'est. «Ce qui va avoir un impact, c'est un dialogue direct avec ces gens qui ont pris les armes et qui ont le soutien de certains pays qui nous agressent, assure Maindo. C'est avec eux qu'il faut trouver la solution. Pas avec Martin

(suite en page 3).

Martin Fayulu

négoce l'oubli du passé

(suite de la page 2).

Fayulu qui est à Kinshasa». L'universitaire estime qu'il faut «éviter de faire des initiatives en solo».

La vie est faite d'occasions et d'opportunités. Quand les occasions apparaissent, il vous faut encore attendre les opportunités si vous voulez avancer. «C'est un grand art que de savoir juger et savoir saisir les occasions». «Rien n'est plus coûteux qu'une opportunité manquée». Qui avait pu prévoir l'apparition sinon l'irruption à un si haut niveau politique d'un ancien cadre de la compagnie pétrolière américaine Exxon Mobil, Martin Fayulu Madidi dont l'existence sociologique fait le buzz ? Il avait suffi qu'au dernier cycle électoral en 2018, Joseph Kabila Kabange décide d'effacer des listes électorales trois candidats à la présidence de la République. «À quelque chose malheur est bon». Sans doute «un mal pour un bien». D'abord Moïse Katumbi Chapwe bloqué à l'étranger pendant trois ans, interdit par le régime Kabila à tort ou à raison de remettre les pieds au pays et de se faire inscrire sur les listes électorales ; Jean-Pierre Bemba Gombo à qui des stratèges du régime Kabila ont fait valoir à tort ou à raison sa condamnation par la Cour Pénale Internationale de La Haye pour des faits commis par ses milices en République Centrafricaine; l'ancien premier ministre Adolphe Muzito Fumutshi qui s'est précipité à tort ou à raison dans la course à la présidentielle sans requérir au préalable l'accord de son parti PALU, le Parti Lumumbiste Unifié, qu'il a quitté depuis. Moïse Katumbi Chapwe est un ancien gouverneur du Katanga. Il y a amassé une fortune colossale dans les mines de la Gécamines après avoir œuvré dans la pêche industrielle avec son

demi-frère Soriano Katebe Katoto. Jean-Pierre Bemba Gombo est fils d'un riche opérateur économique congolais, ancien patron des patrons du régime Mobutu, Jeannot Bemba Saolona. Il fut l'un des Vice-présidents de la République du régime 1+4 (2003-2006) en charge du secteur économique et financier après être passé par la rébellion, ce qui le fit séjourner à tort ou à raison, présenté par le régime Kabila, dans une geôle de La Haye pendant dix ans avant d'être acquitté. Ancien ministre du Budget sous le Gouvernement d'Antoine Gizenga Fundji Gizenga, Adolphe Muzito Fumutshi succède, le 10 octobre 2008, au mythe vénéré par ses partisans, miné par le poids de l'âge quand il est poussé à la sortie par une coalition kabiliste en attente des résultats improbables. Battu à plate couture aux Législatives de 2006 dans la ville de Kinshasa présentée pourtant comme un fief du PALU, en 2011, Muzitu se déploie dans la province du Kwilu, dans la ville de Kikwit, évitant, pour des raisons imaginables, de se présenter dans le territoire qui l'a vu naître en 1957, Gungu. Il suit l'exemple de son autre frère du PALU, Godefroid Mayobo Mpwene Ngantien qui s'était déployé dans le Kwango, à Kenge, sans se présenter chez lui, dans le Kwilu, dans Bagata et qui fut l'un des premiers à rallier l'opposant Gizenga au retour d'un long exil. À ces trois noms s'ajoutent plusieurs autres. Les plus connus sont un ancien chef rebelle de l'Est, un puissant Nande, Antipas Mbusa Nyamwisi et l'ancien fonctionnaire du Fonds Monétaire International, FMI, depuis réintégré, l'économiste Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir, originaire de Bulungu, dans le Kwilu. Candidat à la présidentielle de 2018, guère invalidé dans

la course à la présidentielle, Matungulu fait le voyage de Genève et prend part aux négociations de l'opposition qui conduisent le 11 novembre 1918 à la naissance de la coalition électorale Lamuka («réveille-toi» en Lingala) et à l'incroyable désignation du plus faible de tous, Martin Fayulu Madidi, comme candidat commun de l'opposition à la présidentielle du 30 décembre 2018.

QUE PEUT-IL?

Qui est Fayulu ?

Selon Wikipédia, l'homme est né à Kinshasa, le 21 novembre 1956. Ses parents sont Ngamiaka Gérard Fayulu et Marie Nsaka Makuya. Ancien de l'Université de Paris-XII (maîtrise en Économie générale), il passe à l'Institut supérieur de gestion de Paris, puis à l'European University of America à San Francisco (maîtrise en Administration des Affaires). En septembre 1984, il rejoint à Kinshasa le groupe pétrolier Mobil qu'il quitte en 2003 quand il dirige en Éthiopie Exxon-Mobil. Il boulingue ensuite à l'étranger, Fairfax, États-Unis, siège de Mobil ; Paris, France, siège de Mobil Africa ; dans d'autres succursales d'ExxonMobil, Abidjan, Nairobi, Lagos, Bamako. En clair, pas vraiment d'existence au Congo. En 1990, il embrasse la politique, est président du FDD, le Forum pour la Démocratie et le Développement, structure membre de l'Union sacrée de l'opposition animée par l'opposant Étienne Tshisekedi wa Mulumba qu'il admire et rencontre à la Conférence Nationale Souveraine, la CNS. En 1991, Fayulu est à la CNS vice-président de la Commission Économie, Industrie et PME. En 1993, il est élu par ses pairs de la CNS membre du Haut Conseil de la République-Parlement de Transition, HCR-PT. En 2006, il se présente comme candidat aux législatives à Kinshasa. Proclamé

élu député provincial, il doit se battre à la Cour Suprême pour se faire reconnaître comme député national. Pour y arriver, il met en œuvre certaines affinités fraternelles. Mais choisit l'Assemblée provinciale de Kinshasa en offrant le mandat national à un suppléant. Il est alors soupçonné de logner sur le poste de gouverneur de la ville mais négocie au dernier moment en faveur du plus fort que lui, André Kimbuta Yango. En mars 2009, il crée son parti, Engagement pour la Citoyenneté et le Développement, ECiDé. En 2011, il est élu député national avec deux candidats de son parti. En janvier 2017, il proteste contre le glissement des élections et quitte le parlement. Le 11 novembre 2018 à la réunion de Genève, Fayulu est désigné, à la surprise générale, candidat à la présidentielle du 30 décembre et s'engage, s'il est élu, à organiser une élection deux ans après sa prise de fonctions. En clair, il ne resterait au pouvoir que moins de deux ans. Comment écarter un mandat prévu par la Constitution pour durer cinq ans ? En novembre 2018, lorsque, devant d'autres candidats Président, je rencontre Fayulu et l'interroge à ce propos, lui disant ma surprise qu'il ait pris un tel engagement à Genève, sa réponse est hallucinante : «Je ne suis pas gourmand» de quoi? Candidat Président, ayant présenté et vanté un programme de Gouvernement, quel aspect de ce programme pouvait-il exécuter en moins de deux ans ? Je ne reçois aucune réponse. Tout est clair. Le seul rôle que ses mentors semblent avoir décidé de lui faire jouer est celui de faire retourner dans le jeu électoral les trois personnalités invalidées par Joseph Kabila décidées de vouloir prendre leur revanche. La revanche est certes un plat qui se mange

froid voire surgelé. Ne risque-t-il pas de donner l'air d'un vassal aux ordres des puissants inconnus qui misent sur le pays ? Manipulé à souhait par des politiques ne jurant que sur leurs intérêts immédiats, le Bandundu qui n'a jamais à ce jour donné un président de la République, se prend à rêver. Pendant la campagne, ce discours est délivré par certains. «C'est votre sang qui coule dans ses veines». Quand dans l'espace swahiliphone, le discours de rejet du pouvoir sortant est poussé au paroxysme... Sauf que l'accord de Genève est un mort-né. Mis sous pression par leurs bases le jour même de l'annonce de cet accord, deux des sept signataires, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Vital Kamerling Lwa-Kanyinginyi Nkingi, se retirent et créent le 23 novembre 2018 à Nairobi, au Kenya, une coalition électorale dénommée CACH, Cap pour le Changement qui désigne son candidat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Dès la proclamation de la victoire de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le 10 janvier 2019, par la CÉNI et la confirmation des résultats, dans la nuit du 19 au 20 janvier 2019 par la Cour constitutionnelle, Lamuka se fissure. Le premier à s'en aller est le pragmatique fonctionnaire international Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir. L'homme qui avait introduit son «frère» Fayulu dans le Bandundu, se voit offrir le poste d'administrateur à la Banque Africaine de Développement, BAD par le nouveau président. Antipas Mbusa Nyamwisi qui avait amené Fayulu dans le Kivu, dans le Grand Nord Nande, rompt tout contact avec la lutte de «la vérité des urnes» déclenchée par Fayulu. Bemba et Katumbi prennent part aux consultations du président de la République au Palais de la Nation. Ils rallient l'Union sacrée de la

Nation, USN, œuvre du Chef de l'État, présentent des ministres au Gouvernement. Le dernier des Mohicans à être resté aux côtés de Fayulu est son autre «frère», Adolphe Muzito Fumutshi. Les «deux derniers frères» restés ensemble s'entendent comme larrons en foire, vont et viennent dans le pays et à l'étranger, la main dans la main. En juillet 2022 quand Fayulu est investi à Kisangani, dans la Tshopo, candidat de son parti, l'ECiDé, à la présidentielle du 20 décembre 2023, rien ne va plus. Muzitu accuse Fayulu de s'être rapproché Kabila accusé autrefois «d'avoir assassiné l'État de droit» quand Fayulu le dit désormais partenaire de Tshisekedi négociant le poste de Premier ministre sinon celui de ministre des Finances. En réaction, Muzitu fait chanter et danser des femmes du Bandundu qui insultent et injurient publiquement son «frère». Les posts diffusés par des influenceurs. A quoi le président auto-proclamé «président élu» peut s'attendre désormais sans l'espace swahiliphone que lui ont offert Katumbi et Nyamwisi, sans l'espace lingalaphone, Équateur et une partie de Kinshasa que lui a présenté Bemba désormais Vice-premier ministre à la Défense aux côtés du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, sans «son» Bandundu où il a été présenté par ses «frères», Matungulu et Muzitu ? Quand jeudi 13 avril 2023, Fayulu se rend à Lubumbashi, résidence principale du puissant ancien gouverneur du Katanga avec deux autres candidats présidents déclarés, nul ne cache rien en public, devant les médias après deux jours de rencontre. «Les Congolais souffrent. Dans l'Est et même ici, il n'y a pas de vie. Nous devons nous oublier. Nous devons tuer le moi qui est en nous et renaître. Si nous renaissions, nous

allons bâtir un Congo réellement libre, fort et prospère», déclare Fayulu. Même refrain dans la bouche de Katumbi : «Nous devons oublier le passé. Nous devons voir l'avenir, la souffrance de la population. Sinon, j'aurais pris ma retraite. Le grand problème, c'est la population. Si nous sommes ici, ce n'est pas pour nous. C'est pour défendre notre population». Pas un doute, pour Fayulu, les carottes sont déjà cuites. Si, à la présidentielle de décembre 2023, certains avaient rêvé d'une candidature unique de l'opposition, ce fut le chacun pour soi, Dieu pour tous. Félix Tshisekedi, le président sortant du pays arrache la mise avec 73,34% des voix exprimées. Suivi de Moïse Katumbi Chapwe, 18,08%. Le volubile Fayulu n'apparaît qu'à la troisième place, 5,33%. Suivi de Muzitu, 1,12%. Le débat sur la vérité des urnes est enterré. Fayulu se rapproche plus que jamais de Tshisekedi. En direct à la télévision, face à la Nation, les deux hommes avaient déjà publiquement échangé des mots aimables lors de la rencontre du cadre de concertation des candidats président au siège de la CÉNI le 13 novembre 2023. Fayulu négocie l'oubli du passé. Tout comme Muzitu ou Matata Ponyo. Certes, le conflit dans les Kivu a ressurgi. Kinshasa gronde comme jamais sur Kigali. Le président Tshisekedi comparait son homologue rwandais Kagame au chef nazi Adolf Hitler, dont le sort sera le même. Kagame répond avec des missiles. Les grandes villes du Congo sont sous la menace de l'alliance pro-Kagame M23-AFC. Mais les FARDC et les Wazalendo veillent au grain. Au moment où je mets la dernière main à ce texte, personne ne sait de quoi demain sera fait. La politique reste une realpolitik.

T. KIN-KIEY MULUMBA

Des succès diplomatiques systématiquement engrangés par le Congo

L faut le dire tout de go : jamais ces vingt dernières années, le Congo (ex-Zaïre) n'avait aligné une telle série de succès au niveau diplomatique. Malgré des conflits armés récurrents qui écumant le Kivu et l'Ituri, l'occupation par des ennemis des espaces et villes stratégiques du pays, Goma, Bukavu, etc., ce qui freine la marche du pays, le front diplomatique congolais ne s'était jamais aussi bien porté. Il faut le dire haut et fort : au plan diplomatique, le Congo n'est pas présent. Le Congo est désormais debout.

Il y a eu début octobre 2024 l'élection au Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies (le retour du Congo après une précédente élection en 2017) malgré de sévères critiques sur les conditions de détention dans le pays quand l'Arabie Saoudite y a essuyé un revers. Il y a le 3 juin 2025 l'élection au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membre non permanent 2026-2027 (le retour du Congo dans cet organe des Nations Unies qui seul émet des résolutions contraignantes pour les différents États membres, après y avoir siégé deux fois dans le passé en 1982-1983 et en 1990-1991 allant jusqu'à exercer la présidence tournante de l'organe exécutif des Nations Unies en 1991, au plus fort de la Guerre du Golfe en Irak) avec un vote incroyable (183 voix sur 187) qui confirme, nul doute, le rétablissement de la confiance internationale. Comment oublier les liens qui se tissent, qui se développent, qui se consolident jour après jour en Europe avec des pays tels le Royaume Uni,



Le Président Tshisekedi remet un bouquet de fleurs à sa ministre Kayikwamba. DR.

l'Allemagne, la Belgique pour ne citer que ceux-là quand les États-Unis de Donald Trump, pays avec lequel le Congo négocie un accord minerais critiques contre sécurité qui pourrait ouvrir au pays au cœur et au centre du Continent une nouvelle ère de paix, de considération, de respect ?

Que n'avait-on pas dit sur les voyages à l'étranger qu'effectuait sans cesse le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors de son premier mandat ? Ces voyages ne trouvent-ils pas désormais une réponse ? Comment ne pas rappeler cette phrase du Franc-martiniquais Frantz Fanon qui sonne toujours aussi juste : «L'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo». Voilà qui indique que le Congo n'est pas n'importe quel pays dans le monde. Gâté par la nature, le Congo est le pays qui permet aux Alliés (France, Royaume-Uni, États-Unis, URSS, etc.) de gagner la deuxième guerre mondiale face aux nations de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) 1939 de 1939 à 1945. Mais le Congo n'a pas désormais que l'uranium de Shinkolobwe qui aide à la fabrication de la bombe atomique, la Little Boy et la Fat Man qui furent larguées par

l'armée américaine le 6 août 1945 sur Hiroshima et le 9 août, trois jours plus tard, sur Nagasaki. Le Congo dispose d'impressionnantes réserves mondiales de minerais, cobalt, cuivre, coltan, lithium, or, diamant, manganèse, tantale, étain, etc., ces minerais stratégiques pour les industries du monde outre ses eaux, ses forêts, etc. Autant de richesses dont le pays est doté qui expliquent ces guerres éternelles qui s'abattent sur lui depuis une trentaine d'années. Faut-il compter le nombre de rapports des groupes d'experts des Nations unies sur les causes économiques des conflits dans l'Est qui ont mis en lumière le lien entre les milices armées et l'exploitation, pour le compte de sociétés étrangères, de minerais stratégiques

indispensables à la fabrication de certains appareils électroniques comme les téléphones portables ? La présence du Congo dans des sommets et à des rencontres bilatérales ont fini par faire prendre conscience au monde. La communauté internationale a donc mis le Congo au centre de ses agendas.

MERCI À LA BELGIQUE. Quels pays dans le monde ont œuvré ou œuvrent pour le Congo ? Il faut y voir d'abord et principalement la Belgique, cette ancienne puissance coloniale naguère présentée comme la lucarne par laquelle le monde observe le Congo. Le fait que la Belgique abrite le siège de l'Europe, la Commission Européenne et le Conseil de l'Union Européenne, et celui

de l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord fait d'elle une référence. Tout comme les relations personnelles entre le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et nombre d'hommes politiques belges. Certes, les amitiés peuvent se tisser et voire durer, elles ne sauraient jamais être éternelles hormis les intérêts. Quand le Congo est une zone stratégique, cela devrait faire raisonner ses ennemis. Quelle part réserver à la Cheffe de la diplomatie congolaise, Mme Wagner Thérèse Kayikwamba, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Francophonie, qui a rang de ministre d'État ? Cette polyglotte qui parle anglais, allemand, français, etc., qui a fait ses classes dans la diplomatie,

avec un premier poste exercé à Kigali, au Rwanda, pays qu'elle connaît, à l'Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement, GIZ, qui rejoint plus tard Oxfam, la confédération d'organisations caritatives indépendantes qui luttent contre la pauvreté et les inégalités dans le monde, puis la mission de maintien de paix des Nations Unies Monusco, avant l'autre mission des Nations Unies en Centrafrique, Minusca, qui devient plus tard l'assistante de Huang Xia, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, etc. Une dame si engagée, si déterminée, si acharnée, si à l'aise lorsqu'elle a en charge un dossier. L'honneur que le Président de la République lui a réservé vendredi 6 juin 2025 lors du Conseil des ministres en lui offrant un bouquet de fleurs devant la Première ministre, devant ses collègues ministres, résonne comme une marque de reconnaissance. Les mots prononcés par le Chef de l'État en disaient long : «Instructions données, résultats obtenus» avant de la qualifier de «vraie héroïne» de la diplomatie congolaise. Dans un texte d'opinion publiée le 7 juin 2025 dans le quotidien français La Tribune, Sébastien Boussois, docteur en sciences politiques, chercheur monde arabe et géopolitique, enseignant en relations internationales

à l'IHECS, Bruxelles, écrit : «L'élection du Congo au Conseil de sécurité des Nations Unies confirme le retour légitime du Géant économique de l'Afrique centrale sur la scène diplomatique mondiale. Cette victoire symbolise des années de rétablissement de la confiance internationale sous l'égide de Félix Tshisekedi. Cette élection est le couronnement d'une longue démarche dont le front de bataille était la reconstruction de la confiance du Congo auprès de ses partenaires dans le concert des nations. Kinshasa devait, en effet, se faire adouber, d'abord par les pays d'Afrique centrale qui ont porté sa candidature avant le sommet des 54 ministres des affaires étrangères de l'Union africaine qui l'ont également fait porter à leurs chefs d'État. Le retour du Congo au Conseil de sécurité de l'ONU se comprend comme la reconnaissance envers un partenaire historique reconnu fiable, et qui a su bâtir cette réputation au sein des Nations Unies où le positionnement dans le leadership aujourd'hui n'est plus une sinécure. C'est donc à juste titre que, samedi 31 mai 2025 lors d'une cérémonie en prévision de l'élection du 3 juin, Félix Tshisekedi parlait déjà lui d'un retour légitime sur la scène internationale, soulignant que le pays ne partait pas de zéro, mais revenait avec maturité et expérience».

T. MATOTU. ■

Kigali de plus en plus isolé

Le Rwanda est-il de plus en plus isolé ? Le pays de Paul Kagame a essuyé un revers samedi 7 juin à Malabo, en Guinée Équatoriale, lors de la CÉÉAC, la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale.

Lors du sommet de la CÉÉAC, le vingt-

sixième, Kigali a dénoncé le fait de n'avoir pas pu en assurer la présidence tournante en déclarant déplorer «l'instrumentalisation de la CÉÉAC par Kinshasa avec le soutien de certains États membres». La CÉÉAC a prolongé samedi d'une année supplémentaire la présidence du président de Guinée Équatoriale sur fond

de tensions entre Kinshasa et Kigali. La décision a été prise au terme de la 26e session ordinaire de la CÉÉAC tenue samedi à Malabo en présence de sept chefs d'État des onze États membres. «La Conférence a différé à un autre moment le passage de la présidence en exercice tournante de la communauté à la République du Rwanda

et a par conséquent décidé de maintenir Son Excellence (Teodoro) Obiang Nguema Mbasogo comme président en exercice de la communauté pour une durée supplémentaire d'une année », a indiqué le communiqué final du sommet. Selon un commissaire, Kinshasa aurait fait valoir qu'il ne pourrait pas se rendre aux activités de la

communauté s'il était accueilli par le Rwanda. Déjà rien ne va avec la Belgique que Paul Kagame a qualifiée de la « petite » Belgique en rompant le 7 avril les relations diplomatiques avec l'ancien colonisateur accusé d'avoir œuvré pour que l'Union européenne décide, à l'unanimité, le 17 mars, d'infliger des sanctions contre le Rwanda.

Comment la CÉÉAC a mis Kagame en colère



Arrivé dans la matinée à Malabo, capitale de la Guinée Équatoriale, Félix Tshisekedi a pris une part active au 26ème sommet de la CÉÉAC. DR.

Ce fut d'abord la grande colère contre l'ancienne puissance coloniale. Inspiré certainement par Mobutu Sese Seko donc ce fut l'acte final, le président rwandais Paul Kagame avait accusé la «petite Belgique» d'avoir œuvré pour que l'Union Européenne décide, à l'unanimité, le 17 mars 2025, d'infliger des sanctions contre le Rwanda et, en conséquence, a rompu le 7 avril les relations diplomatiques avec la Belgique.

Samedi 7 juin 2025, son ministre des Affaires étrangères Olivier J.P Nduhugirehe est inconsolable. Sur son compte X, @onduhugirehe, Olivier J.P Nduhugirehe écrit dans la nuit de samedi 7 à dimanche 8 juin ce qui suit : «C'est inacceptable de constater qu'alors que le président Tshisekedi a rencontré le président Kagame lors d'une réunion fructueuse à Doha, au Qatar, le 18 mars 2025, alors que le ministre Kayikwamba et moi-même avons signé une déclaration de principes à Washington le 25 avril 2025, et alors que le Rwanda

et la RDC se sont activement engagés, au cours du mois dernier, dans des négociations prometteuses facilitées par les États-Unis pour un accord de paix historique, la RDC, néanmoins, continue de se plaindre dans toutes les organisations régionales et internationales, accusant le Rwanda de ses propres turpitudes, sans parler de ses appels à des sanctions. Le Rwanda est engagé dans tous les processus de paix en cours (UA/EAC-SADC, Washington et Doha) en toute bonne foi et avec un sens des responsabilités, et n'acceptera jamais la manipulation, par une RDC imprudente et désespérée, des communautés économiques régionales comme la CÉÉAC, qui va malheureusement à l'encontre de ses principes de financement et de sa finalité. En effet, la CÉÉAC n'a pas vocation à gérer la crise à l'Est de la RDC, qui est entre les mains de deux autres communautés économiques régionales, la CAE et la SADC, sous la médiation du président togolais Faure Gnassingbé, mandaté par l'UA». Réplique dans la journée de dimanche sur le même réseau du ministre congolais de la Communication et des Médias, porte-parole du Gou-

vernement Patrick Muyaya Katembwe @PatrickMuyaya: « L'on ne peut pas continuellement et volontairement violer les principes qui fondent nos institutions régionales et prétendre vouloir les présider. Cette réaction inédite de la CÉÉAC devrait inspirer les autres organisations régionales pour adopter une posture plus ferme contre le Rwanda. Le narratif mensonger, les actions souteraines de lobbying ne pourront jamais prendre le dessus sur la vérité et les horreurs de l'agression rwandaise».

POURQUOI KIGALI S'EN VA. Un communiqué daté Kigali 7 juin 2025 portant le titre «le Rwanda se retire de la CÉÉAC», écrit : «Le Rwanda déplore l'instrumentalisation de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, CÉÉAC, avec le soutien de certains États membres. Cette dérive s'est une fois de plus manifestée lors du 26ème Sommet ordinaire tenu aujourd'hui à Malabo, où le droit du Rwanda à la présidence rotative, telle que stipulée dans l'article 6 du traité, a été délibérément ignoré pour imposer le diktat de la RDC. Le Rwanda avait déjà, dans une

lettre adressée au Président en exercice de l'Union Africaine, dénoncé l'exclusion illégale du 22ème Sommet en 2023 à Kinshasa, sous présidence de la RDC. Le silence et l'inaction qui ont suivi confirment l'échec de l'organisation à faire respecter ses propres règles. Le Rwanda dénonce la remise en cause de ses droits garantis par les textes constitutifs de la CÉÉAC. Par conséquent, le Rwanda ne voit aucune raison de maintenir son appartenance à une organisation dont le fonctionnement est désormais contraire à ses principes et son utilité». Le Communiqué final de la 26ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale, CÉÉAC, daté de Sipopo, 7 juin 2025, République de Guinée Équatoriale, écrit au point 32, sur la passation des pouvoirs ce qui suit: «La Conférence a différé à un autre moment le passage de la présidence en exercice tournante de la Communauté à la République du Rwanda Elle a par conséquent, décidé de maintenir SEM. Obiang Nguema Mbasogo comme Président en Exercice

de la Communauté pour une période supplémentaire d'une année». Au point 33 : «En outre, la Conférence a chargé Son Excellence Obiang Nguema Excellence Monsieur le Ministre, En outre, la Conférence a chargé Son Excellence Obiang Nguema Mbasogo de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir l'implication de la CÉÉAC dans toutes les initiatives en cours consacrées à la résolution de la crise en RDC et dans les Grands-Lacs, notamment la médiation de l'Union Africaine, l'effort conjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe ainsi que les Initiatives de Washington et de Doha». Au point 20, le communiqué final écrit que «la Conférence a reçu une information sur la situation à l'Est de la République Démocratique du Congo, notamment les initiatives relatives à la résolution du conflit entre cet État membre et la République du Rwanda. La Conférence a exprimé son soutien sans réserve auxdites initiatives et exhorté les deux États membres à exploiter les voies et moyens pacifiques pour résoudre leur

conflit. Elle a encouragé la République du Rwanda à mettre en œuvre les dispositions pertinentes de la Déclaration de la VIème session extraordinaire de la Conférence tenue à Malabo, le 07 février 2025, relative au «retrait immédiat des Forces de Défense Rwandaises du territoire congolais». Au point 24 : «La Conférence a félicité la République Démocratique du Congo pour sa brillante élection en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période janvier 2026 - décembre 2027 et son élection à la vice-présidence de la 80ème Assemblée Générale de l'ONU. Elle lui a rassuré de son soutien indéfectible tout au long de son double mandat à l'ONU qu'il souhaite fructueux et propice à l'avancement de l'agenda continental africain, en général, et de l'Afrique centrale, en particulier». La vingt-sixième Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CÉÉAC s'est tenue le 7 juin 2025 à Sipopo, République de Guinée Équatoriale, sous la présidence du Président de la République de Guinée Équatoriale, Président en Exercice de la Conférence

des Chefs d'État et de Gouvernement, Obiang Nguema Mbasogo. Les Chefs d'État suivants ou leurs représentants dûment mandatés ont participé au Sommet: Faustin Archange Touadera, président de la République Centrafricaine ; Sassou-N'guesso, président de la République du Congo ; Brice Clotaire Oligui Nguema, Président de la République Gabonaise ; Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République Démocratique du Congo ; Carlos Manuel Vila Nova, président de la République Démocratique de São Tomé et Príncipe ; Mahamat Idriss Deby Itno, président de la République République du Tchad; Prosper Bazombanza, vice-président de la République, représentant du président Evaristo Ndayishimiye, président de la République du Burundi; le Dr. Edouard Ngirente, premier ministre, représentant du président rwandais Paul Kagame ; Tôto Antonio, ministre des Relations Extérieures, représentant du président angolais João Manuel Gonçalves Lourenço; Lejeune Mbella Mbella, ministre camerounais des Relations Extérieures représentant Paul Biya.

Les vocations des grandes puissances mondiales

par Musene Santini Be-Lasayon



Les trois dirigeants des plus grandes puissances. De g. à dr., l'Américain Donald Trump, le Chinois Xi Jinping, le Russe Vladimir Poutine. DR.

Toutes les grandes puissances mondiales, quels que soient leur nationalité, leurs origines géographiques, leurs couleurs idéologiques, leur mode opératoire, leur style d'expression et le visage qu'elles affichent à un moment donné ou à un autre de l'histoire, poursuivent, indistinctement, inlassablement et en tout lieu, le même but ultime : réduire les autres Etats, surtout les plus faibles, sous leur dépendance idéologique, politique, économique, sociale et culturelle en vue de les contrôler et de les exploiter à leur guise. Telles sont la nature et la vocation premières de tous les impérialismes connus depuis l'antiquité.

Désespérés devant la situation généralement tragique que traversent les peuples d'Afrique depuis 1885, une frange de nouveaux « révolutionnaires » africains, happés par une idéologie non encore clairement cernée et définie qui émerge du Kremlin depuis l'an 2000, désignent bruyamment le bourreau du continent: l'Occident pluriel conduit

par les États-Unis d'Amérique ! Ils dénoncent inlassablement, diabolisent à outrance et insultent à longueur de journées, à l'intention de ces peuples ravalés au bas de l'échelle sociale mondiale depuis 140 ans, cet Occident sans foi, ni loi. Ils poussent, de cette manière, ces peuples de les suivre dans leur haine viscérale et dans leur croisade suicidaire contre ce diable d'Occident. Ils se rapprochent spectaculairement et s'allient orgueilleusement.

Sans transition, sans conditions, sans assurances de véritable relèvement sur tous les plans et sans stratégies appropriées de résistance patriotique en cas de contradiction fondamentale devant l'inconnu, principalement à la Russie de Vladimir Poutine, qu'ils érigent en leader politico-idéologique incomparable, et secondairement à la Chine de Xi Jinping, prise en compte pour sa puissance économique-commerciale extraordinaire. Ils qualifient ces deux puissances mondiales, sans en donner de preuves irréfutables et indiscutables, de meilleurs partenaires de ces peuples d'Afrique depuis longtemps marginalisés. Pire, ils proclament qu'elles ont pour vo-

cation fondamentale de libérer ceux-ci de l'impérialisme pluriel occidental. Ils soutiennent leurs élucubrations en citant les cas du Mozambique, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, de l'Île du Cap Vert, du Zimbabwe, de la République Sud-Africaine et de la Namibie, les sept derniers pays africains à s'affranchir du joug colonial occidental, comme les preuves palpables de la magnanimité de l'URSS, aujourd'hui représentée par la seule Russie, et de la Chine envers l'Afrique. Effectivement, ces deux puissances mondiales d'Orient, respectivement européenne et asiatique, avaient beaucoup contribué, surtout militairement et ce pour le compte de leurs amis politiques nationaux, à la décolonisation des sept pays africains précités.

Et, en considérant sérieusement le passé colonial, postcolonial et le présent néocolonial de l'Afrique, il y a, dans ce brouhaha-là, beaucoup de vérité quant à la responsabilité, directe ou indirecte, de l'Occident multiple dans l'imbroglio actuel de l'écrasante majorité des pays du continent. Sans pour autant disculper les dirigeants politiques africains, leurs serviles et incorrigibles serviteurs

respectifs, de leurs innombrables erreurs et fautes commises envers leurs propres pays.

INTERROGATIONS ACCUSATRICES.

Pendant, en proclamant abusivement, exclusivement et inconsidérément la Russie de Vladimir Poutine et la Chine de Xi Jinping comme étant ces grandes puissances mondiales dont la vocation est de libérer l'Afrique de l'impérialisme pluriel occidental, nos nouveaux «révolutionnaires» faussent résolument et consciemment l'histoire sur deux plans.

En effet, par-là, ils font délibérément croire que l'Occident multiple n'a jamais aidé les pays colonisés à se défaire du joug colonial et à se relever, une fois indépendants, sur les plans politique, économique, social et culturel. D'où, le commun des mortels africains, travaillés par cette propagande plus émotionnelle que rationnelle, reprennent bruyamment à travers le continent : «les Occidentaux, et surtout les Américains, sont très mauvais». Et pourtant, l'histoire nous fournit, en ces domaines précis, plusieurs preuves tangibles contraires à leurs élucubrations. Mais,

disons tout simplement, en résumé, que l'Occident collectif, en tant qu'ancienne puissance coloniale de l'Afrique, y a, en premier lieu, massivement investi dans tous les secteurs d'activités. Certes, pour ses propres intérêts stratégiques globaux d'abord, mais aussi, et ce par ricochet, pour ceux de ses différentes colonies. En agissant ainsi, il a, en second lieu, indubitablement posé les bases du développement de l'Afrique. Enfin, en troisième lieu, il est demeuré, après les indépendances, l'incomparable puissance mondiale qui a réellement accompagné, tant bien que mal, l'Afrique dans son combat pour le développement. Il ne nous paraît donc pas faux de dire que l'Occident est, à environ 95%, co-auteur des changements politiques, économiques, sociaux et culturels intervenus en Afrique depuis 1885 en général et 1960 en particulier. Ce qui a malheureusement contribué au renforcement de sa toute-puissance sur ce continent. Or, en 65 ans de relations diplomatiques et de coopération au développement, l'URSS ou la Russie, que nos nouveaux «révolutionnaires» ont tous sur les lèvres, n'a jamais,

en dehors des instruments de guerre qu'elle a l'habitude de fournir à certains pays, réellement investi en Afrique. Et ce, particulièrement dans le secteur socio-économique. Certes, elle vient de conclure, fin 2024, des accords de coopération avec 15 pays africains dans le secteur de l'énergie nucléaire. Mais, ceci ne change en rien le fait qu'il n'existe, au bénéfice de la République Démocratique du Congo par exemple, aucune entreprise, aucune banque, aucune école, aucun hôpital, aucun barrage, aucun pont, aucune chaussée, aucun rail, aucun immeuble, aucun port, aucun aéroport, etc, comme fruit de la coopération soviétique ou russe ! Par contre, la Chine, qui coopère avec l'Afrique depuis le début de la décennie 1970 seulement, fait de loin mieux que la Russie ici. Elle y mène, sans trop de bruits, des investissements qui participent, tant bien que mal, à la création d'emplois et de la croissance économique dans quelques pays. Malgré tout cela, peut-on sincèrement, sérieusement et consciemment prétendre que pour avoir joué, à un moment donné ou à un autre de leur histoire particulière, ce bon et beau rôle de

libérateurs et d'assistants des peuples d'Afrique, la Russie seule, la Chine seule et l'Occident pluriel jouent toujours franc jeu à l'égard de ces derniers et de l'opinion publique internationale ? Si la Russie, tsariste, soviétique et poutinienne, avait pour vocation fondamentale d'assister et d'affranchir les peuples longtemps opprimés, méprisés et meurtris d'Afrique de l'impérialisme pluriel occidental, comment alors expliquer son propre rejet ou abandon actuel par l'écrasante majorité des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale dont elle était, pendant plus de deux siècles, la seule et l'unique puissance impériale ? Autrement dit, si elle traitait convenablement ces peuples durant cette très longue période, pourquoi alors se sont-ils retournés contre elle pour se rapprocher spectaculairement et se rallier orgueilleusement à l'Occident, le diable ? Comment expliquer que la Guinée-Conakry de Sékou Touré, qui avait bruyamment tourné le dos, en 1958, à la France du général Charles De Gaulle pour aller se mettre, sans transition et sans conditions, sous les aisselles de l'URSS de

(suite en page 7).

L'Afrique a besoin d'influence et d'un leadership qui force le respect

(suite de la page 6).

Nikita Khrouchtchev, ne faisait-elle que dégringoler jusqu'au décès, en 1984, de son leader et chef historique ? Pourquoi Cuba de Fidel Castro qui, grâce à l'appui militaire massif de l'URSS, avait finalement réussi à se défaire, en 1959, du régime dictatorial du général Batista alors soutenu par les États-Unis d'Amérique, pour rejoindre spectaculairement et orgueilleusement le camp soviétique, demeure-t-il toujours au bas de l'échelle sociale mondiale ? Comment expliquer que la République d'Angola, pourtant « militairement libérée », en 1975, du joug colonial portugais par l'URSS, la Chine et Cuba, est-elle devenue la plus importante alliée des États-Unis d'Amérique en Afrique des Grands Lacs et non de la Russie ou de la Chine ? Pourquoi 99,9% des démocraties populaires, qui semblaient se répandre comme une traînée de poudre à travers le monde entier, n'ont-elles pas survécu à l'URSS, leur leader mondiale physiquement et géopolitiquement dépecée et décédée en décembre 1991 ? De même, si l'Occident pluriel avait pour vocation fondamentale de libérer les États longtemps opprimés, méprisés et meurtris d'Europe de l'Est et d'Asie centrale de l'impérialisme russe, comment alors expliquer qu'il ait par ailleurs lui-même colonisé, à lui seul, environ 70% des pays constituant le monde ? Pourquoi Cuba de Fidel Castro, le Chili de Salvador Allende, le Venezuela d'Hugo Chavez, le Nicaragua des sandinistes, le Panama du général Manuel Noriega, etc, se sont-ils retournés, à certains moments de l'histoire, contre les États-Unis d'Amérique, pourtant leurs « libérateurs » du joug colonial espagnol et leurs principaux pourvoyeurs en tout, sont-ils devenus les bons amis de l'URSS, de la Chine et de Cuba, les diables ? Comment expliquer

que le Mali du colonel Assimi Goïta, le Burkina Faso du capitaine Ibrahim Traoré et le Niger du général Abdourahmane Tiani se distancient aujourd'hui de la France d'Emmanuel Macron qui, pourtant, les couvrait comme une mère poule, pour se rapprocher spectaculairement et s'allier orgueilleusement à la Russie de Vladimir Poutine ? Pourquoi la République Démocratique du Congo, pourtant colonisée par le Royaume de Belgique et entièrement prise en mains par l'Occident pluriel depuis 1885, a-t-elle fini par se livrer, en 2008, à la Chine pour l'exploitation de 80% de ses gisements de minerais critiques et stratégiques, en échange d'infrastructures de base dont elle a cruellement besoin pour son développement durable ? Et pourquoi a-t-elle été obligée, 15 ans après, d'exiger, coûte que coûte, la renégociation de ce contrat chinois pourtant dit du siècle ?

DOMINER, CONTRÔLER ET EXPLOITER.

Les raisons fondamentales de ces multiples et divers retournements de situations, que subissent, à un moment donné ou à un autre de leur histoire, toutes les grandes puissances mondiales de la part de certains de leurs valets depuis l'antiquité, se trouvent dans la nature et la vocation même de l'impérialisme qu'elles incarnent et représentent. En effet, toutes les grandes puissances mondiales, quels que soient leur nationalité, leurs origines géographiques, leurs couleurs idéologiques, leur mode opératoire, leur style d'expression et le visage qu'elles affichent à un moment donné ou à un autre de l'histoire, poursuivent inlassablement, indistinctement et partout le même but ultime : réduire les autres États, surtout les plus faibles, sous leur dépendance idéologique, politique, économique, sociale et culturelle en vue de les contrô-

ler et de les exploiter à leur guise. Et c'est exactement ça la vocation première et particulière de l'impérialisme pluriel occidental, qui avait colonisé environ 70% des pays du monde et dont le leader, les États-Unis d'Amérique qui n'ont pourtant jamais possédé de colonies, trône au sommet de l'Univers, depuis bientôt un siècle, comme la seule et l'unique véritable superpuissance mondiale. Car, ils sont, en réalité, de loin le pays le plus développé, sur tous les plans, de toutes les puissances mondiales. Conservateur, libéral, démocratique et capitaliste, l'Occident collectif de Donald Trump n'entend pas céder, vu son omnipotence, ce très prestigieux titre géopolitique à l'un de ses concurrents. C'est là, également, la vocation première et particulière de l'impérialisme unique russe, qui avait malmené, durant plus de deux siècles, les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale avant de les enfermer, pendant 70 ans, dans un camp retranché du monde. Ultranationaliste, conservatrice, tyrannique, totalitaire et capitaliste, la Russie de Vladimir Poutine vise de déboulonner, principalement au moyen de sa relative suprématie en matière du nucléaire militaire, les États-Unis d'Amérique du sommet du monde afin de les y remplacer et de s'y établir seule. Et c'est, là, enfin, la vocation première et particulière de l'impérialisme unique chinois qui avait incorporé, par la violence armée, les régions non chinoises de Mongolie intérieure, du Tibet et d'autres pays d'Asie en son sein. Conservatrice, tyrannique, totalitaire, politiquement communiste et économiquement ultracapitaliste, la Chine de Xi Jinping tient à accéder au titre géopolitique le plus élevé et le plus convoité de tous, celui de superpuissance mondiale détenu par les États-Unis d'Amérique depuis bientôt un siècle. Et ce, principalement

par le biais de sa puissance économique-commerciale fulgurante, qui donne de l'insomnie à tous ses concurrents et particulièrement aux États-Unis d'Amérique qui la traitent, désormais, d'adversaire, si pas d'ennemie mondiale n°1. Les États-Unis d'Amérique, la Russie et la Chine se différencient plus ou moins, on vient de le constater, par les systèmes idéologiques constituant le soubassement de leur comportement, de leurs attitudes et de leurs pratiques respectifs. Mais, toutes les idéologies étant hégémoniques, ces trois impérialismes suprêmes se ressemblent par leur hégémonisme intrinsèque et cruel face au reste du monde. Seules d'infimes nuances d'approche, dans leur mode particulier de propagande, les rapprochent ou les éloignent des États faibles qu'ils tiennent à éblouir et à s'attacher. Ce sont ces anodines nuances, et rien d'autre, qui illusionnent leurs victimes expiatoires à travers le monde. En fait, aucun impérialisme, qu'il soit d'Occident ou d'Orient, ne s'est jamais trahi en avouant sa perversité. En effet, chaque impérialisme fait croire à chaque proie qu'il vise qu'il est particulièrement plus vertueux que les autres. Par conséquent, il s'applique à la subjuguer en lui accordant, surtout au début, quelques libéralités, faveurs et facilités. Or, tous les impérialismes pratiquent, en réalité, la même politique d'expansion. Celle-ci se résume en ces quelques mots : « Ôte-toi de là pour que je m'y mette ». C'est-à-dire, pour se faire de la place au milieu des États faibles qu'ils convoitent au détriment de leurs concurrents, chaque impérialisme se présente astucieusement en agneau devant la proie qu'il désire. Ce n'est qu'au fil du temps que celle-ci va progressivement découvrir, si elle en a les capacités requises, la véritable face de son prétendu partenaire toujours

imbu et auréolé de sa puissance impériale. Mais, les trois impérialismes suprêmes se donnent réciproquement, dans le cadre de leur lutte pour l'hégémonie géopolitique mondiale, des coups tantôt mortels, tantôt asphyxiants. Cette guerre pour l'hégémonie est incontestablement le seul et l'unique motif fondamental pour lequel ils s'affrontent, par l'intermédiaire de leurs laquais locaux, dans la quasi-totalité des guerres qui ont particulièrement cours dans certains États faibles représentant d'immenses opportunités d'affaires de tous genres. Mais, nos nouveaux « révolutionnaires », qui se rangent, sans transition et sans conditions, derrière la Russie de Vladimir Poutine contre l'Occident collectif de Donald Trump, donnent l'impression de ne pas réaliser que cette guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale n'est pas du tout leur guerre. Elle est plutôt, fondamentalement, la guerre des puissances impériales mondiales d'Orient et des puissances impériales mondiales d'Occident. Seuls ces deux groupes d'impérialistes en connaissent la véritable quintessence et en maîtrisent les tenants et les aboutissants. Et c'est, soit seules les puissances impériales d'Occident, soit seules les puissances impériales d'Orient qui en récolteront directement les fruits escomptés. Mais, jamais les peuples longtemps meurtris d'Afrique. En effet, il est établi que tous les impérialismes, quelles que soient leur nationalité, leurs origines géographiques et leurs couleurs idéologiques, demeurent essentiellement égocentriques. C'est-à-dire, tout en s'efforçant d'être aux côtés des faibles, avec les faibles et pour les faibles, ils restent foncièrement et consciemment, à 99%, accrochés à la promotion, à la défense et à l'accroissement ininterrompu de leurs seuls intérêts stratégiques globaux.

C'est pourquoi, ni l'impérialisme pluriel occidental, ni l'impérialisme unique russe, ni l'impérialisme unique chinois n'a jamais eu et n'aura jamais pour objectif ultime d'aider ne fût-ce qu'un seul pays africain à sortir du sous-développement. Au contraire, malgré leurs minces et légères différences d'approche et de style, il n'existe, dans le fond, entre l'impérialisme unique russe, l'impérialisme unique chinois et l'impérialisme multiple occidental, d'impérialisme qui soit ni vertueux, ni plus vertueux que les autres. Ils sont plutôt, indistinctement, des prédateurs très peu soucieux de la solidité et de la qualité d'existence de leurs sous-fifres. Ils sont donc tous les monstres les plus froids des monstres. Car, comme le général Charles De Gaulle l'avait clamé à la face du monde entier, « les États », particulièrement ceux qualifiés d'impérialistes, « n'ont pas d'amis. Ils n'ont que des intérêts ». D'où, le harcèlement hégémonique que les grandes puissances mondiales exercent, en permanence, sur tous les États du reste du monde, surtout les plus faibles, pour mieux les dominer, les contrôler et les exploiter.

VOIE D'ÉMANCIPATION.

En partant de cette vérité cruelle, tout leader ou chef politique africain, qui se laisse irrationnellement succomber à la propagande mielleuse de l'un ou l'autre de ces vautours insatiables et qui se fait le représentant personnel de ce dernier auprès de son peuple, est un égocentrique, un corrompu, un aliéné, un traître ou un incompetent politique qui s'ignore. En effet, les peuples meurtris d'Afrique sont de plus en plus conscients de la précarité de leur situation face à toutes les puissances impériales mondiales, qu'elles soient d'Occident ou d'Orient. D'où, ils s'organisent et se résolvent de

résister, désormais, aux invasions effrénées de toutes ces dernières. Ils tiennent donc à se réaliser selon leurs aspirations les plus profondes. Et la meilleure voie par laquelle ils croient et veulent y parvenir, c'est celle d'une révolution endogène, conçue et élaborée par eux-mêmes, en fonction de leurs propres idéaux sociaux et de leurs propres intérêts supérieurs réels identifiés et sélectionnés par eux-mêmes, planifiée, testée, mise en œuvre, menée, évaluée, réajustée, maîtrisée et contrôlée par eux-mêmes. En mettant particulièrement à profit l'expertise de ceux des leurs qui sont les plus politiquement conscients et éveillés, les plus profondément dotés de la vertu politique, les plus techniquement qualifiés (formés, expérimentés et compétents) et les plus visiblement non inféodés à l'une ou l'autre de ces grandes puissances idéologiques et hégémoniques mondiales. C'est-à-dire, des patriotes qu'ils ont eux-mêmes démocratiquement mandatés et qui sont particulièrement capables de tracer, à travers les rocs certainement, une voie typiquement et foncièrement africaine ou nationale d'émancipation intégrale, intégrée et durable, fondée sur l'État-éthique ou de droit, mais ouverte au monde. Donc, des patriotes capables, par ailleurs, de traiter aisément, en toute dignité, en toutes responsabilités, sur le même pied d'égalité, « sans se soumettre et sans se compromettre », comme le dirait Eric T. Mboma, avec des partenaires internationaux de leur propre choix et surtout avec les incontournables grandes puissances mondiales de toutes les nationalités, de toutes les origines géographiques et de toutes les couleurs idéologiques. L'Afrique n'a plus seulement besoin de prêts. Elle a aussi besoin d'influence et d'un leadership qui force le respect. **MUSENE SANTINI**

Le PCA de la RVA-SA Kin-kiey Mulumba revient sur le débat Go Pass

S'étant réservé pour des raisons évidentes de prendre la parole devant l'hémicycle de l'Assemblée nationale dont il est membre et qui débattait les 28 et 30 mai de la gestion du Go Pass (IDEF, Infrastructure Development Fund), suite à une question orale avec débat adressée au Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Honorable Député National Tryphon Kin-kiey Mulumba élu de la circonscription de Masimanimba, province du Kwilu, a profité de la réunion statutaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA, lors de sa communication pour faire le point sur ce débat.

Cette réunion qui s'est tenue, lundi 2 juin 2025 au siège du Conseil d'Administration de la RVA-SA à Kinshasa Gombe, devant tous les membres du Conseil d'Administration (Administrateurs et Censeurs) au grand complet avait lieu trente-et-un jours après celle qui avait lieu le 25 avril dans cette même salle de l'immeuble Jacaranda, avenue Roi Baudouin. Avant la fin de ce mois de juin 2025, le Conseil d'Administration, organe d'administration de la RVA-SA, va clôturer l'exercice comptable 2024 par l'adoption des états financiers annuels de synthèse, qui lui seront présentés par la Direction Générale de la société. États financiers définitifs qui devront « regrouper les informations financières et décrire, de façon régulière et sincère, les événements, opérations et



Le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, l'Hon. Député National, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba commente le débat sur le Go Pass. DR.

situation de l'exercice 2024 pour donner une image fidèle de la situation financière et du résultat de la RVA-SA, conformément à l'art. 8, al. 2, de l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et de l'Information Financière, AUDCIF », a souligné le Professeur Kin-kiey dans sa communication. Puis : « Contrairement aux états financiers provisoires présentés fin avril 2025 pour des raisons fiscales, ceux attendus devront revêtir l'opinion du Collège des Commissaires aux comptes de la RVA-SA, à savoir, les Cabinets MGI Strong NKV et la Pradelle Construction Sarl ». « Un rapport de gestion sera aussi présenté par la Direction Générale, dans lequel sera exposé la situation de la société durant l'exercice 2024, ses perspectives de développement ou son évolution prévisible de continuation de l'activité, l'évolution de la situation de trésorerie et le plan de financement, tel que recommandé à l'art. 72 de l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et de l'Information Financière. Ainsi, les états financiers annuels certifiés et le rapport de gestion

établis seront soumis à l'approbation de l'État Actionnaire Unique, au plus tard fin juin courant, lors de l'Assemblée Générale que je convoquerai à cet effet », a rappelé le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA. Trois autres points figuraient à l'ordre du jour unanimement adopté de cette réunion. Le nouveau Cadre organique de la RVA-SA présenté par une commission ad hoc constituée après la décision du Président du Conseil n° RVA/PCA/TKKM/730/2024 datée du 23 août 2024, l'évaluation des résolutions des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires et les décisions du Conseil d'Administration prises en 2024, qui allait « redéfinir la boussole susceptible de guider l'ensemble des actions et orientations de la RVA-SA dans l'objectif d'atteinte, sans faille, des objectifs de la Société d'État », le rapport de la commission d'enquête sur le Centre médical qui aurait dû être inauguré fin décembre 2024 mais qui traîne encore. Puis, le Président du Conseil d'Administration a abordé la question du Go Pass débattue à l'Assem-

blée Nationale. Ci-après.

Distingués Collègues, Venons-en à la semaine qui s'est écoulée et je dis : ne nous voilons pas la face. Disons les mots tels qu'ils sont. Quelle rude dernière semaine pour la RVA-SA - notre société - que celle de cette fin du mois de mai 2025 ! Je vais parler ici avec tout mon cœur sans oublier la raison. Quelle honte ! Quelle humiliation ! Quand mercredi 28 mai 2025 et vendredi 30 mai 2025, des Députés, à l'Assemblée Nationale, décrivent nos aéroports, nos aéroports, ceux gérés par la RVA-SA, ses puanteurs, ses tapis roulants à bagages (les carrousels à bagages) à l'Aéroport International de N'djili, la honte que nos Aéroports dégagent face à qui débarque sur nos plate-formes alors qu'en face, à Brazzaville-Maya-Maya, dans des pays cent fois plus pauvres que le Congo, notre pays, les mêmes Députés sont stupéfaits par la beauté des infrastructures, la qualité des infrastructures d'accueil quand ils atterrissent ! Dès notre première visite à N'djili, qui avait lieu dès le len-

demain de notre nomination à ce Conseil d'Administration, j'avais eu le mot juste : « Porte principale d'entrée et de sortie du Congo, l'Aéroport International de N'djili donnait l'image des années de l'homme de Néandertal ». J'avais été critiqué par le Directeur Général de l'époque qui ne partageait pas mon constat m'amenant à me poser la question si l'on parlait d'une même infrastructure. Mes mots sont désormais dans la bouche des Députés Nationaux et repris par les médias et les réseaux sociaux suivis dans le monde entier. Et si les Députés allaient faire un tour à notre Direction Générale à Ndolo, ils seraient certainement satisfaits en entrant dans le bureau du Directeur Général en y trouvant un impressionnant décor high tech, écran géant qui fait impression comme dans le bureau du Directeur Général Adjoint ! Mais que penseraient-ils en allant voir ailleurs dans ces bureaux de la Direction Générale où tout est désolation, tout par terre, le plafond ayant cédé alors que le projet d'un nouveau bâtiment de la

Direction Générale préconisé par le Conseil d'Administration ici même traîne à voir le jour ? Qu'est-ce qui bloque le projet de modernisation, voire de transmutation de nos infrastructures ? Que penseraient les Députés s'ils allaient visiter le fameux Centre Médical ? De la puanteur, de la vétusté ! Rien que ça ! Alors que l'ancien Centre Médical a été dévasté quand une pluie est tombée sur la ville, projet mal conçu, mal organisé, que penseraient les élus du Peuple s'ils allaient faire un tour vers le projet du nouveau Centre Médical, à l'Aérodrome de Ndolo dont la première pierre a été posée avec fracas, devant des médias, il y a un an par le Directeur Général ? Annoncé pour être inauguré après six mois, soit en décembre 2024, sa fondation aujourd'hui ne serait même pas sortie de terre ! Qu'a-t-on fait des sommes autorisées par le Conseil d'Administration dans cette même salle ? Le Conseil d'Administration a mis en place dans cette même salle une Commission d'enquête. Nous en attendons le rapport... Il semble que les fonds Centre Médical seraient utilisés à la « Maboko Bank » - « en régie » : on va acheter un matin un sac de ciment ; le soir, des barres de fer ; le lendemain un « pousse-pousse » de sable, etc. S'il s'agit d'un compte ouvert dans une banque, il semble que les chèques seraient émis sur diverses autres banques. Est-ce normal ? Après, on entend qu'il y a tellement des défauts de conception, de réalisation. Des contrats signés par la RVA-SA à Ndolo, Kalemie, N'djili et certainement ailleurs, exécutés selon les clauses convenues, mais les travaux n'ont jamais été réceptionnés depuis plusieurs an-

nées. Quoi en dire ? J'ai présidé dans cette même salle du Conseil, deux réunions avec la firme Forrest Group International qui avait gagné ces marchés, et qui réclame la réception des travaux à Ndolo et Kalemie, montrant les contrats signés, les clauses clairement mauvaises offertes par la RVA-SA elle-même, à savoir 5 cm d'épaisseur à Ndolo, piste érigée pour un certain type d'aéronefs à Kalemie mais où atterrissent désormais des avions plus lourds, clauses littéralement respectées par la firme exécutante (avec approbation des Directeurs de la RVA-SA) ; pv signés par les parties ici même. Depuis, aucune suite de la Direction Générale. Existe-t-il une vision managériale à la RVA-SA ou n'y cherche-t-on que des intérêts autres ? Des centaines de millions de \$US non recouverts et lorsque le Conseil d'Administration, dans cette même salle, constitue à l'unanimité une Commission pour aider au recouvrement de ces fonds au total 137 millions de \$US qui aideraient au redressement des comptes de l'Entreprise et donneraient une autre image de la société, éviteraient de recourir à des prêts bancaires à rembourser avec des intérêts pour payer les retraites, le lendemain, un syndicaliste est manipulé, des syndicalistes manipulés, payé/s, va/vont insulter sur des médias, le PCA de la RVA-SA, le jeter en pâture, accusé de s'attribuer des pouvoirs dévolus au Directeur Général, lui prêtant l'intention d'opposer le Directeur Général au Directeur Général Adjoint en brandissant un faux document, quand le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint s'entendraient, semble-t-il, comme larrons en foire ! Des propos qui se déroulent (suite en page 9).

Le PCA de la RVA-SA commente le débat sur le Go Pass

(suite de la page 8).

des décisions réglementaires, légitimes, prises par le Conseil d'Administration, qui cherchent à sauver l'entreprise de l'État. Hier, les mêmes syndicalistes ont distribué des pancartes, animé des conférences de presse, se sont laissés s'offrir des bus de la RVA-SA pour se promener à travers la ville, accusant le PCA de fraude électorale, de détournement de fonds de la RVA-SA, comme si le PCA de la RVA-SA disposait d'un compte bancaire RVA-SA, avait une signature sur un compte bancaire de la RVA-SA, comme si le PCA de la RVA-SA avait, depuis deux ans qu'il est à la tête de ce Conseil, effectué une mission RVA-SA à l'étranger, là où des contrats sont négociés et signés. Ces hommes ont-ils reçu une sanction disciplinaire ou, au minimum, une demande d'explication? Sinon, n'y voit-on pas là de la sorcellerie? Qu'en est-il des réunions paritaires qui auraient aidé le partage des informations de la Société? Au fait pourquoi le Conseil Supérieur du Portefeuille traîne-t-il à organiser un séminaire que j'ai demandé il y a plusieurs mois, qui serait l'occasion de renforcer des capacités? Lorsqu'on parle d'ascenseur sur les aéroports de Kinshasa-N'djili et de la Luano-Lubumbashi, pourquoi n'avoir pas précisé qu'il s'agissait d'ascenseurs de tours de contrôle? Le point a tellement fait le buzz sur les réseaux sociaux que j'ai dû expliquer par message Whatsapp au Président de l'Assemblée nationale, qui en avait fait un commentaire, qu'il s'agissait en fait d'ascenseurs de Tour de contrôle. Si le texte lu le mercredi 28 mai qui n'indiquait aucune maîtrise de communication l'avait précisé, on en serait pas à des commentaires qui ont ajouté à notre honte et à notre humiliation. Qui a rédigé ces textes qui n'étaient ni précis, ni dans le sujet (la question orale avec débat posée par le député et qui portait sur la gestion de l'IDEF Go

Pass), qui a longuement présenté «l'état des lieux de la RVA-SA», lus le 28 et le 30 mai à l'Assemblée Nationale? Puisque la question du député portait sur la gestion de l'IDEF Go Pass, qu'est-ce «les missions de la RVA-SA, «le COVID-19», «les salaires du personnel qui recouraient au crédit bancaire», «les décisions de suspension de recrutement du personnel», «le vieillissement et le départ à la retraite», «l'engagement d'un personnel avec un contrat à durée déterminée», «le non versement des charges sociales (INPP, CNSS), de l'IPR», «la réduction de trois mois d'arriérés de salaires pour les entités de Kinshasa», «l'activation du mécanisme de péréquation afin de payer toutes les 53 entités du pays», «le Comité de gestion a réalisé» - au fait existe-t-il un «Comité de gestion» à la RVA-SA, etc., etc., qu'est-ce que tout cela avait à voir avec la question posée quand, dans ce cas comme dans d'autres, il s'agit aussi de gérer le temps? Au moins cinq pages sur onze étaient consacrées aux réalisations d'un «Comité de gestion» de la RVA-SA, Comité de gestion» que l'on cherche dans quel texte cela est constitué!

A-t-on entendu que l'IDEF Go Pass fonctionnait sans cadre légal par la phrase ci-après, je cite : « Au regard de la mesure du danger imminent qui guettait le secteur de l'aviation, l'ÉCOFIN (Commission Économico-Financière de l'Assemblée Nationale, oui, vous avez bien entendu, de l'Assemblée Nationale) autorisa la RVA-SA à mettre en place cette redevance, bien entendu, en attendant la régularisation ultérieure par une loi y afférente. C'est ainsi que les Décisions supra n°RVA/DG/009 et 010/2009 du 19 mars 2009 instituèrent l'IDEF »? Quel pouvoir une commission de l'Assemblée Nationale dispose en cette matière? Qu'en est-il des arrêtés ministériels sur l'IDEF dont certains n'existent qu'entre la Direction Générale

de la RVA-SA et des ministères sectoriels sans que le Conseil d'Administration soit informé? Depuis deux-trois semaines, j'ai adressé un courrier au Directeur Général sur cet arrêté, sur des échanges de courriers entre le Directeur Général et des ministères sectoriels sans copie réservée au Conseil d'Administration, depuis aucune réponse! Que des questions m'ont été posées par nombre de personnes. Chers Collègues, Laissez-moi placer un mot ici. Il y'a eu des gens qui m'ont demandé si j'avais vu/si j'avais lu ces textes. Ma réponse a été courte mais claire : « C'est la personne malade ou inquiète pour sa santé qui recourt à un médecin ». Ce n'est jamais le contraire... Il est vrai qu'un médecin qui marche dans la rue et qui voit une personne qu'il connaît se déplaçant en titubant, devrait pouvoir lui poser amicalement la question «si tout va bien» et certainement lui prodiguer des conseils, l'orienter vers un spécialiste. Pense-t-on que des Collègues du Conseil d'Administration n'ont rien fait en l'espace ou n'y ont pas pensé? J'ai vu, lors des plénières ou de l'une des plénières, peut-être, le Collègue Jean-André Mukenge Kalulambi, assis non loin du siège où était assis du Directeur Général. C'est signe d'empathie même si certains n'ont rien compris s'agissant d'un Administrateur. En ce qui me concerne, comme Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, à la minute même où j'ai été au contact des rumeurs répandues sur cette « Question orale avec débat », dont je ne connais ni l'auteur - le Député Claude Misare Mugomberwa -, ni sa circonscription électorale, et que je n'ai jamais rencontré, j'ai appelé aussitôt le Directeur Général et il m'a répondu qu'il n'avait encore rien réceptionné de l'Assemblée Nationale mais qu'il avait vu ça, lui aussi, sur les Réseaux Sociaux.

Le lendemain, je l'ai à nouveau appelé, plusieurs fois, sans réponse. Et le surlendemain de ces appels restés sans réponse, j'ai reçu un audio sur mon téléphone, que j'ai encore maintenant, et que je peux vous faire entendre. Le Directeur Général me faisait part d'un malaise qu'il avait eu la veille; qu'il avait été interné au HJ Hospitals; que des médecins lui avaient interdit de toucher au téléphone; mais qu'il avait quitté le pays dès le lendemain pour une mission à l'étranger. Depuis, aucun autre contact sauf un court message sur son retour au pays. Tout s'est arrêté là... Nous devons le savoir. Les deux textes lus le 28 et le 30 mai 2025 devant les plénières de la Représentation Nationale, ont sans nul donné lieu au préalable à un moment de mise en commun des compétences que la RVA-SA ne manque pas. Je ne doute pas qu'il y a eu un Comité de rédaction de ce texte. Puisque les compétences techniques ne manquent pas à la RVA-SA, qu'est-ce qu'il s'est passé au juste? -La question : qu'est-ce que la Commission d'enquête en constitution à l'Assemblée Nationale ne s'attend pas à découvrir quand elle va plonger dans la gestion des projets et des comptes bancaires de la RVA-SA? Pourquoi tant de fourberie dans notre pays? Pourquoi tant de fourberie dans la gestion des dossiers publics? Chers Collègues, ici même j'avais alerté le Directeur Général sur les Députés qui observaient la gestion des entreprises de l'État, et sur l'ambiance des plénières. J'ai été ministre des Relations avec le Parlement pendant deux ans; mieux encore, j'ai été Député National de plusieurs législatures et je suis Député National. Je sais comment les plénières de l'Assemblée Nationale fonctionnent. Tel ou tel peut promettre; ce qui compte c'est l'ambiance de la salle. Certes, il faut avouer que si les préoccupations du Député initiateur de

cette Question orale avec débat adressée au Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, n'ont trouvé quasiment aucune réponse dans le texte lu le 28 mai 2025, ces réponses sont pour l'essentiel contenues dans le deuxième texte lu le 30 mai. Malheureusement, et comme toujours, la plénière s'était déjà faite une idée précise de cet échange, l'option avait été prise, la réplique du Député rédigée, et ne pouvait aucunement changer à la suite d'une part de la clameur populaire de la salle et dans le pays et, de l'autre, à la suite d'incidents de protocole ayant entouré l'invitation de l'Assemblée Nationale et repoussé à deux semaines l'audition. Ainsi, on sait désormais, avec ce nouveau texte lu le 30 mai que le Go Pass/IDEF destiné à « la réhabilitation des infrastructures aéroportuaires » au Congo, au « développement des infrastructures » ailleurs, existe dans nombre de pays, une redevance insérée ici dans le titre de voyage du passager, mais bizarrement, fait face dans notre pays à une « résistance manifestée par les compagnies aériennes » - texte lu le 30 mai -, sans savoir pourquoi ce traitement de « deux poids deux mesures » réservé au Congo, un détail qui aurait éclairé l'opinion. Cette redevance qui a fait encaisser à la RVA-SA, depuis son existence, «des flux» de 362.910.958,97 \$US, et qui aurait dû élever des projets structurels iconiques, est donc loin d'être illégale puisque le dernier texte lu le 30 mai 2025, cite deux arrêtés ministériels, n°409/CAB/MIN/TVC/058/2009 (sans en donner la date) et n°296/MINPF/BIP/JML/2009 daté celui-ci bizarrement du 16 mars 2002. Qu'en est-il d'un arrêté récent pris par le Vice-Premier ministre en charge des Transports, Voies de Communication et Désenclavement qui a permis, sans en informer le Conseil d'Administration, de défalquer plus de 2 millions de \$US du compte IDEF? De même, le texte

lu le 30 mai précise: «Le décaissement des fonds (IDEF Go Pass) est soumis à l'autorisation préalable de l'IGF sauf que la patrouille financière de l'IGF existe depuis peu. Qu'en est-il des opérations précédentes? Chers Collègues, le deuxième texte corrige les erreurs du premier texte en rencontrant les préoccupations «légitimes de la population et de la représentation nationale», explique que les projets financés par l'IDEF-Go Pass vont des installations côté piste souvent invisibles à l'oeil du passager mais essentielles pour l'exploitation de l'aviation civile, à l'instar des pistes, tarmac, balisage lumineux, équipements de communication aéronautique, d'aides à la navigation aérienne et de surveillance de l'espace aérien, tour de contrôle, caserne anti-incendie, etc., mais aussi côté ville; cas de l'aérogare passagers, parking automobile. Si l'IDEF-Go Pass finance les « infrastructures aéroportuaires côté piste, fortement dégradées mettant en péril la sécurité et la sûreté de la navigation aérienne », que le deuxième texte lu le 30 mai cite des projets, une vingtaine, le texte oublie d'en donner les coûts, ce qui aurait permis d'éclairer la lanterne des élus, des Congolais et des partenaires financiers de la RVA-SA. Fort dommage! Ainsi, par exemple, lorsque le texte déclare que les cinq COBUS a coûté plus de 400.000 euros par véhicule, soit plus de 1 million d'euros, cela envoie à la suspicion de surfacturation de ces véhicules dont le contrat fut signé par l'ancien Directeur Général auprès d'une entreprise allemande, si aucune précision technique n'est donnée. Il a été entendu que « la digitalisation du Go Pass est l'une des actions prioritaires du nouveau Comité de gestion de la RVA », ce qui correspond à la demande légitime des voyageurs et des élus du Peuple, sauf qu'on aimerait savoir c'est quoi exactement «le Comité de gestion»

à la RVA-SA, et cela a été créé par quel texte, et si cela ne compromet pas toute compréhension dans un débat aussi historique, suivi par le pays et à l'international, qui montre les capacités des Dirigeants. Chers Collègues, c'est vrai. C'en est assez! La coupe est hyper pleine. Mais il faut la boire. L'heure a sonné de prendre des mesures pour faire face à une situation qui est devenue intolérable. Mais avant de terminer ma communication, laissez-moi remercier la sincérité, le courage, la combativité, la pertinence d'un homme: l'Administrateur Charles Ngandu Ndumbi pour la réplique qu'il a offerte à ce Chef syndicaliste indigne, payé pour insulter le Conseil d'Administration que nous sommes et son Président que je suis mais c'était malheureusement la énième fois qu'il le faisait aussi impunément. Quand on est dans un pays, dans un contexte où rien ne se publie, rien ne se diffuse sans que cela n'ait été préalablement payé parfois fortement, faut-il vraiment trop s'en faire? Il est vrai qu'arrive un moment... Mais Dieu seul sait. Je nous rappelle qu'il ne nous faut jamais oublier ce qui a amené chacun de nous ici : le Pays Congo d'abord, la Nation Congolaise d'abord, l'Intérêt Général d'abord. Que nul ne tente de nous diviser - et pour rien - et en aucun cas; que nul ne tente de monter - et pour rien et en aucun cas - celui-ci de ce Conseil d'Administration contre celui-là de ce Conseil d'Administration. Chacun de nous peut avoir des convictions légitimes mais ce ne devrait pas pour tenter d'humilier l'image de ce Conseil. Chers Collègues, nous sommes ensemble, plus que jamais. Merci encore à vous. Kinshasa, 02 juin 2025 Tryphon Kin-kiey Mulumba, Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes, Société Anonyme, RVA-SA ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur le Groenland

aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting

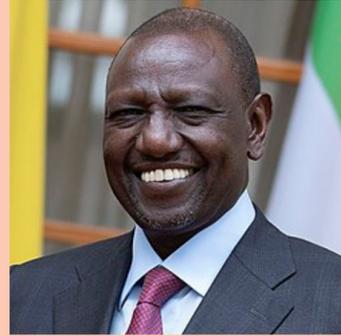


La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Les dix économies les plus puissantes du Continent en 2025



De g. à dr., Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud), Bola Ahmed Adekunle (Nigéria), Taye Atske Sélassié (Éthiopie), William Ruto (Kenya), Alassane Dramane Ouattara (Côte d'Ivoire), João Lourenço (Angola), Samia Suluhu Hassan (Tanzanie), Duma Gideon Boko (Botswana), Wavel Ramkalawan (Seychelles), Dharambeer Gokhool (Maurice). DR.



Lors-qu'on parle de développement, les regards se tournent généralement hors du continent pour trouver des modèles aboutis qui inspirent et suscitent l'admiration. Hormis l'Afrique du Sud, membre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), dont on connaît l'émergence en matière de développement, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont englués dans la catégorie des pays en voie de développement. Pourtant depuis dix ans, de nombreuses économies africaines sont en nette croissance. Certains pays ont même accompli des performances économiques remarquables au point de caresser le rêve de parvenir à l'émergence durant les prochaines années. Quels sont les 10 économies les plus puissantes d'Afrique subsaharienne selon les données de la Banque mondiale et du Fonds monétaire International du point de vue du Produit Intérieur Brut, PIB, du Revenu national par habitant,

de l'espérance de vie, de l'accès à l'électricité et à l'Internet?

1. AFRIQUE DU SUD.

À la première place se trouve l'Afrique du Sud. Malgré une croissance économique modérée voire en berne au cours de la dernière décennie, le PIB n'augmentant en moyenne que de 0,7 % sur la période, le pays a repris sa place de première économie du continent au Nigéria qui la lui avait raflée entre 2022 et 2023. Normal, pour le premier pays africain à faire partie des BRICS. En 2024, le PIB de la Nation Arc-en-Ciel a atteint 380,7 milliards de \$US, revenu par habitant, 6.022,5 \$US (2023) faisant en théorie des Sud-Africains, des citoyens ayant un niveau de vie acceptable, dans un continent où des millions de personnes vivent encore avec moins de 2 \$US/jour. Population de plus de 63 millions d'habitants, taux d'accès à l'électricité de 87,7 %, espérance de vie : 66 ans. Président d'Afrique du Sud : Matamela Cyril Ramaphosa, 72 ans, né le 17 novembre 1952, à Soweto.

2. Nigéria.

Pays du pétrole ? L'économie du géant d'Afrique de l'Ouest avec ses près de 228 millions d'habitants, fut certes une économie pétrolière

mais cet argument n'est plus valable. Le Nigeria est aujourd'hui fortement supportée par le secteur agricole dont les grandes réformes introduites par Akinwumi Adésina, président sortant du Groupe de la BAD, Banque Africaine de Développement, entre 2011 et 2015, portent désormais les fruits. Avant d'être détrôné par l'Afrique du Sud, le pays a occupé la place de la plus grande économie d'Afrique entre 2022 et 2023. PIB : 363,85 milliards de \$US, deuxième place des économies les plus puissantes d'Afrique subsaharienne. Mais le pays traverse une crise économique multiforme marquée par une forte dépréciation de sa monnaie, le naira, et une inflation moyenne annuelle atteignant les 24,7 %. Revenu par habitant : 1.596,6 \$US, espérance de vie : 54 ans. Accès à l'électricité : 61,2 % (2023). Président : Asiwaju Bola Ahmed Adekunle Tinubu, né le 29 mars 1952 à Lagos, fut sénateur et gouverneur de l'État de Lagos.

3. Éthiopie.

Avec une population estimée à près de 128 millions d'habitants (2023) le pays est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigéria. Au plan économique, le pays qui a rejoint les BRICS en 2024 possède l'une des économies dont la croissance est la plus rapide avec un taux de 8,1 % en 2023 et 2024. PIB du

pays du négus Haïlé Sélassié : 163 milliards de \$US (2023), revenu annuel par habitant : 1,272 \$US. En matière d'accès à l'électricité, 55,4 %. Seul 17 % de la population a accès à l'Internet (2021). Selon le FMI, le PIB de l'Éthiopie va atteindre 166 milliards de \$US en 2025 et 177 milliards de \$US en 2026. Président : Taye Atske Sélassié depuis le 7 octobre 2024. Né le 13 janvier 1956 à Debarq, ce fut un diplomate.

4. Kenya.

Pulation estimée à 55 millions d'habitants, est l'un des pays les plus influents en Afrique de l'Est. Avec ses énormes richesses et un secteur touristique parmi les plus dynamiques du continent, PIB : 108,04 milliards de \$US (2023), revenu par habitant : 1.952,3 \$US. Accès à l'électricité : 76,2 %, 35 % d'accès à l'Internet. Président : William Ruto, né le 21 décembre 1966, vice-président durant les mandats Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022.

5. Côte d'Ivoire.

Premier pays francophone parmi les dix économies les plus puissantes d'Afrique subsaharienne, premier producteur mondial de cacao, il enregistre l'un des taux de croissance économique les plus rapides et soutenus du continent durant ces dix dernières an-

nées avec une croissance du PIB réel de 8,2 % en moyenne entre 2012 et 2019. Le PIB ivoirien est passé de 80 milliards de \$US en 2023 à 87 milliards de \$US en 2024, il devrait atteindre 94 milliards en 2025, 103 en 2026 et 112 milliards de \$US en 2027. La première économie de la zone UEMOA, Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, avec 60 % du PIB de l'Union, a dépassé le Nigéria en termes de revenu par habitant avec un taux de 2.530,8 \$US contre 1.596,6 \$US pour le Nigéria. Accès à l'électricité : 72,4 % et 41 % d'accès à l'Internet (2023). Président du pays : Alassane Dramane Ouattara, ADO, né le 1er janvier 1942 à Dimbokro, économiste de profession, travaillé au FMI, fut le premier à exercer la fonction de Premier ministre de Côte d'Ivoire.

6. Angola.

Grand pays producteur de pétrole et de diamant, l'Angola est devenu une puissance économique régionale depuis la fin de la guerre civile 1975 -2001. Avec ses plus de 36 millions d'habitants, il affiche un PIB annuel de 84, 82 milliards de \$US, revenu net par habitant : 2.308 \$US. Espérance de vie : 65 ans. 51,1 % d'accès à l'électricité, 45 % d'accès à l'Internet. Président: João

Lourenço, né le 5 mars 1954 à Lobito, officier général.

7. Tanzanie.

Le pays possède une économie dynamique boostée par l'agriculture, la construction et l'industrie manufacturière. PIB : 76,6 milliards \$US (2024). Destination touristique prisée du continent, économie en forte croissance. PIB : 5,3 % (2023), considéré comme un point d'entrée pour le commerce régional en Afrique de l'Est. PIB : 86 milliards en 2025, 94 milliards de \$US en 2026. Président : Samia Suluhu Hassan, 1ère femme présidente du pays, née le 27 janvier 1960 au Zanzibar, ministre dans la région semi-autonome de Zanzibar, rejoint après ses études secondaires, le ministère de la Planification et du Développement, poursuit en parallèle un certain nombre de formations, reprend des études à l'université de Manchester, obtient un diplôme de troisième cycle en économie.

8. Botswana.

Ce pays enclavé d'Afrique australe a environ 70% de son territoire dans le désert du Kalahari, population est estimée à un peu plus de 2,4 millions d'habitants. PIB : 19,4 milliards de \$US, revenu par habitant : 7.800 \$US, espérance de vie : 69 ans. Accès à l'électricité :

76 %, accès à l'Internet : 81 %. Président : Duma Gideon Boko, né le 31 décembre 1969 à Mahalapye, avocat, président du pays depuis le 1er novembre 2024, chef de l'opposition à l'Assemblée nationale de 2014 à 2019.

9. Seychelles.

Avec un PIB par habitant de 21.290 \$US (2024), les Seychelles sont la nation la plus prospère d'Afrique si l'on se base sur cet indicateur. Économie est fortement tributaire du tourisme et de la pêche, population totale : 121.355 habitants, PIB de 16,7 milliards de \$US (2023), accès à l'électricité : 100 %, accès à l'Internet: 87 %, espérance de vie : 75 ans. Président : Wavel Ramkalawan, né le 15 mars 1961 à Mahé, prêtre anglican, député de l'opposition de 1993 à 2011 et de 2016 à 2020.

10. Île Maurice.

Tout petit pays dans l'Océan Indien, économie florissante. Population : 1,2 millions, PIB : 14,64 milliards de \$US, revenu par habitant : 11.613 \$US, accès à l'électricité : 100%, accès à Internet : 80 %, espérance de vie : 73 ans. Président : Dharambeer Gokhool, né le 25 octobre 1949 à Plaine des Roches, membre du Parti travailliste, président depuis le 7 décembre 2024.

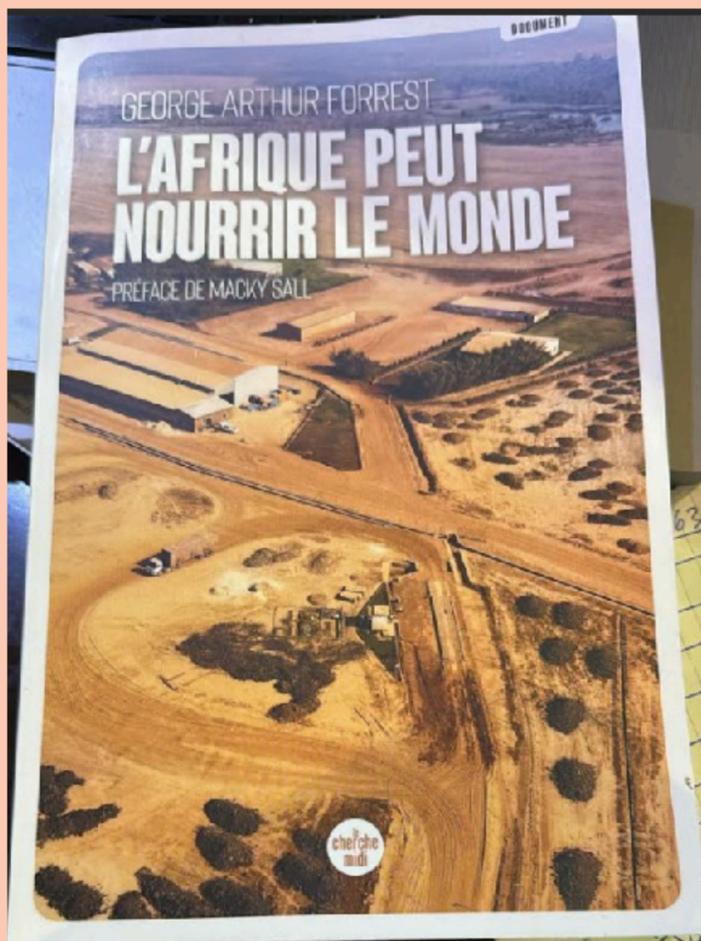
avec AZIZ DIEDHIOU

La nouvelle publication de George Arthur Forrest

L'Afrique peut nourrir le monde

Mercredi 14 mai 2025 à Kinshasa, Fleuve Congo Hotel. Quel décor déployé dans le lobby de ce palace 5 étoiles érigé en 1972 par Mobutu, qui s'appelait CCIZ, le Centre de Commerce International du Zaïre, transformé en 2012 en hôtel de luxe par un homme d'affaires chinois, Simon Cong, avec au pied de l'énorme marche qui conduit vers les salles des spectacles une colonne d'hôtesse d'accueil arrivées la veille de l'espace Grand Katanga, à deux heures de vol de la Capitale. C'est ici que le vernissage du deuxième livre L'Afrique peut nourrir le monde, Paris, Le Cherche Midi, 2024, 162 pages, de l'industriel milliardaire congolais, le Belge congolais/le Congolais blanc, George Arthur Forrest après Un siècle de rêves (même éditeur) a été porté sur les fonts baptismaux par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant une foule de personnalités congolaises et étrangères triées le volet. George Arthur Forrest qui écrit dans L'Afrique peut nourrir le monde, citons : «le Congo coule dans mes veines, comme d'ailleurs dans celles de mon père avant moi, et de mes enfants aujourd'hui», puis, «malgré les défis immenses, l'Afrique est le continent de l'avenir», met-il le continent africain sur le modèle de la Chine dont le Français Alain Peyrefitte prédit le destin dans un ouvrage visionnaire «Quand la Chine s'éveillera..., le monde tremblera», Paris, 1973, Fayard, vendu à plus de deux millions d'exemplaires en comptant uniquement l'édition française? Belles pages ci-après.

Dans le processus de transformation des économies africaines et dans la volonté de conférer au continent une juste place dans le concert des nations du monde, la souveraineté alimentaire est une exigence particulière. Elle signifie la sécurité, l'autosuffisance et l'indépendance, et par conséquent, la crédibilité économique et financière dans un monde fortement concurrentiel. Le titre de cet ouvrage est aussi le reflet de la conviction forte qui est la mienne: nourrir l'Afrique est tout autant une condition qu'une



Couverture de l'ouvrage de George Arthur Forrest L'Afrique peut nourrir le monde, Paris, Le Cherche Midi, 2024, 162 pages. DR.

conséquence de la réaffirmation d'une place de premier choix pour le continent dans les prochaines décennies. Si, à de nombreux égards, les grands concepts et principes géopolitiques que j'ai abordés ici peuvent sembler éloignés de la préoccupation concrète des citoyens, je crois qu'ils sont précisément au cœur des besoins de plus en plus urgents des Africains. Face à la crise climatique, qui touche déjà la planète et qui sera particulièrement difficile en Afrique, face à la mutation des économies et à la menace du retour des guerres, le monde aura besoin de l'Afrique, de sa population croissante et de son énergie, autant que l'Afrique aura besoin du monde. Si elle veut être au rendez-vous des prochaines années, pour elle-même et pour le monde, à ses propres conditions, l'Afrique devra reconquérir sa souveraineté alimentaire en faisant confiance à ses exploitants agricoles et en soutenant les initiatives locales, comme c'est le cas en RDC. En la matière comme de manière générale, les convictions que j'ai acquises et qui sont présentées dans le livre sont, évidemment, tirées des projets que j'ai eu la chance de conduire, essentiellement en RDC mais aussi à l'échelle du continent entier. En effet,

contribuer au développement économique et social de la République démocratique du Congo par la création de richesses et de milliers d'emplois décents constitue la pierre angulaire du Groupe Forrest International depuis un siècle. Nous ne faisons que conserver précieusement, promouvoir et raffermir le legs de mon père, pionnier et bâtisseur de notre empire.

UN RÊVE QUI COMMENCE AU CONGO.

J'ai compris depuis de nombreuses années, avec d'autres amis et partenaires à travers le monde, à quel point l'indépendance alimentaire des États africains devait être au cœur de notre ambition pour l'avenir. Évidemment, comme toujours avec moi, tout a commencé au Congo. Pourquoi être dépendants des importations quand nous pouvons cultiver sur notre sol fertile ce dont nous avons besoin pour nous nourrir nous-mêmes? C'est à partir de cette interrogation, relativement banale, pourtant souvent éludée, qu'est née l'idée de créer GoCongo, en 2010. Si la question de l'autonomie intervient dans de nombreux domaines du champ social, comme notamment dans le domaine de l'éducation, nous

avons fait de l'enjeu alimentaire notre absolue priorité. Il y a quinze ans, j'ai donc fait un grand rêve : transformer le paysage agricole de la RDC. Tout d'abord, avec GoCongo, il s'est très tôt agi de s'ancrer dans la «ceinture du cuivre» de l'Afrique, qui s'étend de la Zambie au Katanga. Dans cette région, qui a fait l'objet d'investissements massifs dans le secteur minier, il m'est apparu évident que le sol devait être autant exploité que le sous-sol. La dépendance alimentaire des Congolais vis-à-vis des importations relevait d'un problème économique et politique. Avec GoCongo, nous avons voulu mener la bataille de l'autosuffisance alimentaire pour achever la décolonisation totale de notre pays. Dans la volonté de traduire mon rêve en réalité concrète, j'ai fait en 2008 d'une ferme commerciale aux environs de ma ville de Lubumbashi, près du village de Malambwe, un premier levier à partir duquel bâtir une chaîne de valeur dans l'agroalimentaire.

En créant l'une des plus grandes fermes commerciales au cœur du pays, nous portons une ambition simple mais quasi spirituelle, celle de l'autosuffisance alimentaire pour les filles et les fils du Congo. Notre exploitation s'étend sur des milliers d'hectares de terres arables pluviales et irriguées. Pour montrer que nous pouvons relever le défi fixé, nous avons axé notre stratégie de production agricole autour de trois produits : le maïs et le soja cultivés pendant l'été, et le blé pendant l'hiver. La conviction que l'ensemble des équipes de GoCongo portent chevillée au corps est que nous pouvons, nous, les Congolais, devenir demain les principaux producteurs alimentaires de la RDC.

Pour moi, l'autosuffisance alimentaire n'est pas une chimère en Afrique, pour la simple et bonne raison qu'elle a déjà existé ici! Avant la colonisation de nos terres par les puissances occidentales, le marché de production intérieur avait été construit et dimensionné pour répondre aux besoins, non du monde, mais de l'Afrique elle-même. Si la colonisation a fait de l'Afrique un moyen, un outil au service des velléités impérialistes d'hier, il nous suffit aujourd'hui de remettre nos propres priorités au cœur des agendas politiques de nos pays. En tant qu'industriel, je suis convaincu qu'une planification agricole ambitieuse peut nous permettre d'atteindre l'autosuffisance alimentaire qui semble pour certains relever de la lointaine utopie. L'autosuffisance est à portée de bras. De même, nous croyons à la multidimen-

sionnalité d'une entreprise intégrée et globale, qui fournit des bases solides pour la croissance et la compétitivité, qui réduit drastiquement les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et diminue ainsi la volatilité de la disponibilité et des prix des produits alimentaires. Cette stratégie que nous menons aujourd'hui en RDC peut, demain être transposée à l'Afrique entière, qui attend une solution durable au drame de la faim sur le continent.

Concrètement, l'un des enjeux majeurs auquel la RDC - et l'Afrique avec lui - est confrontée réside, il me semble, dans la préparation des terres à l'agriculture de grande échelle. Contrairement à ce que j'ai beaucoup lu ou entendu, la RDC et le continent tout entier ne manquent pas de ressources en terres cultivables, mais ils ont simplement besoin de monter rapidement en compétences pour mieux les préparer et les rendre labourables.

Ce que nous sommes en train d'accomplir par le biais de GoCongo n'a jamais été fait auparavant : du débroussaillage et de la transformation des terres sauvages en champs arables ou agricoles en passant par le labourage, le hersage et la réalisation d'opérations visant à garantir des pratiques agricoles optimales, et enfin le semis, nous maîtrisons toute la chaîne - et l'outil - de production, 100 % «Made in Congo». Bien sûr, nous avons également développé, grâce aux dernières innovations numériques dans le domaine, des expertises de qualité en matière de pulvérisation des sols, de récolte, mais également de stockage et de mouture des produits récoltés. Ce que nous sommes en train d'accomplir, j'ai la conviction que nous pouvons le dupliquer à l'échelle du continent tout entier, car c'est à partir de modèles de réussite quelque part que l'on identifie et généralise les solutions d'avenir. D'ailleurs, j'ai souvent pris l'habitude de qualifier mon Congo natal de «continent dans le continent», lui dont la surface dépasse les 2,3 millions de kilomètres carrés. Mon pays, qui dispose de tout ce qu'il faut pour nourrir le continent, demeure encore largement sous-développé car les potentialités dont il regorge sont sous-exploitées. Agriculture, industrie, élevage, nous avons avec GoCongo tout ce dont nous avons besoin pour relever le défi de l'autosuffisance et de la souveraineté alimentaires. Mon rêve est de faire en sorte que l'Afrique puisse dans les prochaines chaînes décennies non seulement subvenir aux

(suite en page 14).

Quand l'Afrique s'éveillera... le monde tremblera

(suite de la page 13).

besoins de ses propres populations, mais aussi nourrir le monde. Pour cela, outre l'énergie - que nous avons en quantités gigantesques, nous aurons besoin de volonté et de rien d'autre, car nous avons tout le reste. Personnellement, conscient des attentes les yeux rivés sur nos infinies potentialités, j'ai rêvé à haute et intelligible voix.

UN RÊVE POUR L'AFRIQUE DE DEMAIN.

Le Congo coule dans mes veines, comme d'ailleurs dans celles de mon père avant moi, et de mes enfants aujourd'hui. Ma vie d'industriel, d'entrepreneur, d'homme d'affaires n'a été guidée que par un combat : celui pour les terres qui m'ont vu grandir, que j'ai vues changer, et qui sont, j'en ai l'intime conviction, l'avenir de l'Afrique et même du monde. Le Congo est pour moi un récit familial long de dizaines d'années, une histoire d'amour pour un pays, sa culture, ses traditions, son peuple. Alors que le Groupe Forrest International, fondé par mon père, a célébré en 2022 son centenaire d'existence, je suis fier de dire, aujourd'hui, que je suis un industriel retraité, heureux, mais non moins engagé pour l'avenir de mon pays et du continent africain. Voir mes enfants diriger cette belle entreprise, qui tous les jours œuvre au service des Congolais, pour la RDC et pour l'Afrique, est une immense fierté, mais aussi la source d'un apaisement inégalé chez moi. Le flambeau de l'innovation, de la création industrielle perpétuelles, et surtout de l'envie d'entreprendre pour et au service du peuple dont je suis et ai toujours été, ne s'éteindra pas. Que chacun se rassure ici, je ne me vois pas, à mon âge, après une carrière dans l'industrie, un quelconque destin politique ! L'ambition du présent livre n'est en rien de décliner un programme ou une vision destinée à susciter un soutien électoral d'aucune nature. Passionné de Congo, mon destin a été lié à lui depuis mon premier souffle; je m'y consacrerai jusqu'au dernier.

Après une vie de prise de risques, d'échecs parfois, de succès aussi, j'ai beaucoup appris. Sur l'entreprise, sur la nature humaine, mais aussi et surtout sur l'Afrique. Paradoxalement, les défis auxquels le monde d'aujourd'hui fait face n'ont jamais été aussi nombreux, aussi complexes et aussi intrigués. La transition écologique et la protection de l'environnement relèvent désormais de l'urgence, la transition numérique et démographique, partout dans le monde mais particulièrement en Afrique, n'attendent plus, sans compter le retour de la guerre sur le continent européen et ses conséquences sur nous tous, même à des milliers de kilomètres. Malgré tout cela, je

n'ai jamais été aussi optimiste pour la République démocratique du Congo. Et donc, pour l'Afrique. Ma vie de labeur, de rencontres et de voyages m'a démontré, jour après jour, à quel point nous avons ce qu'il faut, ici en Afrique, pour réussir. Bien loin des idées reçues ou des clichés qui circulent sur cet immense et sublime continent, j'ai une ambition : prouver que, malgré les défis immenses, l'Afrique est le continent de l'avenir. Nourrir l'Afrique est une noble et belle mission. Elle fait appel à ce que nous, humains, de plus bestial, de plus primordial - manger pour survivre -, mais elle nous projette aussi dans un avenir plein de possibles. J'ai l'intime conviction, c'est d'ailleurs le sens de cet ouvrage, que nous devons envisager le défi alimentaire avec hardiesse, intelligence et détermination. Je conclus par une conviction d'homme d'affaires, de père et de grand-père : rien n'est pérenne sans une volonté de s'ancrer dans le temps, et cela dès le début. C'est aussi cette philosophie qui préside aux actions du Groupe Forrest International. Je crois aux marques dans le temps, à la transmission et aux longues épopées entrepreneuriales qui figent dans le marbre l'ambition de transformer la RDC et l'Afrique. C'est cela que nous avons appelé avec GoCongo «construire un héritage».

L'AFRIQUE À L'AUBE D'UN NOUVEAU JOUR.

Ayant hérité de mon père l'entreprise familiale qu'est le Forrest International, j'ai travaillé d'arrache-pied faire prospérer l'activité, élargir son spectre d'action et maximiser ses résultats, avant de céder le gouvernail à mes pays et au-delà pour placer le Congo sur la carte des nations prospères, pour que la population soit enfin débarrassée de la faim et de la soif, du chômage endémique et des conflits sur fond de partage de ressources naturelles. Le Groupe Forrest International est la première entreprise privée de la RDC, grâce à une vision, à la force de travail et l'engagement de ses milliers de collaborateurs. J'ai passé le flambeau à mes enfants, mais je ne peux me résoudre à une retraite dorée, car je ne peux pas ne pas travailler : le travail libère, enrichit et humanise. GoCongo est une nouvelle initiative mais c'est aussi le rêve d'une Afrique dépouillée des maux qui gangrènent sa capacité à se développer. En effet, nul ne saurait prétendre au progrès économique et social s'il n'a pas auparavant remporté le combat contre la faim. Trop de Congolais manquent encore du minimum pour vivre dans la dignité. L'État joue son rôle certes, mais je suis convaincu que le développement passe par un secteur privé puissant et concerné par la transformation des conditions de vie de nos concitoyens. Je crois en l'entre-

prise comme vecteur de prospérité et de cohésion sociale. Je crois en la valeur du travail pour humaniser davantage l'homme et donner un sens à sa quête spirituelle. Notre pays est assis sur des ressources exceptionnelles dont l'exploitation optimale nous permettrait d'enfin décoller vers les cieux de l'émergence. Il dispose d'assez de ressources pour relever le défi du développement dans la paix, la solidarité et la cohésion sociale. GoCongo mise sur la jeunesse, car notre pays est un laboratoire démographique de l'Afrique. Avec 100 millions d'habitants, la RDC est le quatorzième pays le plus peuplé au monde. La jeunesse, c'est l'âge du rêve, des études et du travail pour transformer le visage d'un pays et esquisser pour lui un destin différent, fait d'unité, de prospérité et de justice. Notre jeunesse mérite que les politiques publiques soient transformées en profondeur pour relever les défis cruciaux de l'éducation, la santé, l'emploi, la culture... Car une jeunesse découragée peut tendre vers la colère, qui sème les graines de la violence. Notre jeunesse est consciente des enjeux de son époque. Elle a un esprit d'initiative et d'entrepreneuriat qui ne demande qu'à être accompagné par les décideurs pour soulever des montagnes. Faisons de cette jeunesse le fer de lance du redressement productif de la République démocratique du Congo ! La RDC dispose avec cette jeunesse de ressources humaines en quantité dont l'accompagnement nous permettra de peser dans l'ordre mondial. Nous avons un formidable capital humain, un immense marché de 100 millions d'habitants, une jeunesse engagée et talentueuse. Il est donc consternant et déplorable que notre pays occupe des places peu honorables dans tous les classements en matière économique, sociale et de développement humain. Face à l'ampleur de la tâche, avec mon statut d'investisseur toujours soucieux d'un mieux-être de mon pays et de mes compatriotes, je ne me suis pas limité à observer les faits, j'ai voulu agir encore et encore. GoCongo est la continuation de mon action pour lutter contre la faim des populations et les importations qui grèvent nos ressources publiques. Je veux aussi continuer à donner au secteur privé sa juste place, celle qui permet l'éclosion de la jeunesse par des opportunités d'emplois qui mènent à l'inclusion sociale. Je souhaite également moderniser notre économie par le renforcement du secteur privé national qui est le levier de notre appareil productif. Comme toutes les entreprises congolaises, GoCongo fait face à d'énormes tracasseries qui minent son action au quotidien. Entre la corruption, les lenteurs administratives, la concurrence déloyale, la contrefaçon, l'absence de

mesures incitatives de la part des autorités politiques, l'instabilité politique, les défis sont immenses pour quiconque décide de mettre son argent dans une aventure entrepreneuriale. Notre pays produit de puissants goulots d'étranglement qui menacent la survie des agents économiques. Nous, entrepreneurs, prenons des risques par la mobilisation de notre patrimoine, les crédits bancaires, afin d'investir dans notre pays, de créer des emplois et de contribuer au développement économique et social. Mais la corruption menace nos intérêts, fragilise nos entreprises et plonge des millions de familles dans la précarité. Notre pays a besoin de réformes d'envergure pour garantir au secteur privé un environnement sain et attractif. Ainsi, par-delà les bouleversements politiques, la continuité de l'État doit permettre la garantie de la sécurité juridique. Car une majoration du risque pour une entreprise fait fuir les investisseurs et a un impact négatif colossal sur le progrès économique. L'insécurité juridique, la fiscalité imprévisible et confiscatoire, la corruption, la lourdeur bureaucratique, la faiblesse du capital humain sont des adversaires féroces contre l'initiative privée et donc contre le développement.

La politique en faveur de l'investissement privé commence donc par la mise en place d'un cadre des affaires moderne et juste, gage d'attractivité, d'investissements locaux et étrangers, de création massive d'emplois et de hausse des revenus fiscaux et non fiscaux pour l'État. Et je n'ai guère besoin de préciser qu'une économie prospère produit un climat social apaisé et propice à la gouvernance pacifique. Une économie prospère, pour continuer à se développer, doit appuyer son agriculture sur les ressources de l'industrie et du commerce. La transformation sur place des produits nécessite un volume d'investissements massifs, de la recherche et développement et une main-d'œuvre importante. Tous ces aspects constituent des leviers essentiels pour atteindre et rester dans le cercle des nations industrialisées. Un pays riche n'aura en effet besoin ni de charité ni d'aide. Il s'imposera naturellement comme une entité souveraine dont la relation avec les autres puissances sera fondée sur un principe d'égalité, de respect et de gains mutuels. J'aime à rappeler qu'un point de croissance du PIB représente près de trois fois l'aide publique au développement d'un pays. Le développement de l'Afrique se fera sur la base d'une révolution agricole, seul gage d'une industrialisation durable et vectrice d'emplois et de modernité. À mon âge, et au regard de mes expériences et de la conscience des défis qui m'ont toujours guidé, ce livre est un témoignage mais il présente également un rêve pour l'Afrique et

son avenir. Mon message tient, s'il fallait en extraire la quintessence, en quelques mots : nous le pouvons si nous le voulons vraiment. Très souvent, lorsque j'ai échangé avec des jeunes, j'ai senti le désespoir, la peur de l'avenir, ou même le découragement face à la dureté des vies qu'ils mènent. Le père de famille que je suis ne peut être que touché, et même emporté par les craintes de cette jeune génération, qui, pour une bonne partie, sont tout à fait compréhensibles. Je veux dire à ces jeunes, à travers cet ouvrage, que leur avenir leur appartient. Je veux leur dire que l'Afrique n'est pas le continent du passé, rétrograde et poussiéreux que certains dépeignent. Oui, bien sûr, nous traversons des difficultés sans doute plus ardues qu'ailleurs, mais comme tout le monde, et même mieux que les autres, nous pouvons relever les défis qu'ils nous posent parce que nous avons des atouts uniques.

À ces jeunes, sans aucune exagération, sans aucun angélisme, je dis : l'homme d'entreprise que je suis, qui a osé, qui a parfois réussi, parfois échoué, pour rien au monde ne reniera l'Afrique. Parce que j'ai eu la chance de voyager aux quatre coins de la planète, nulle part ailleurs je n'ai constaté l'énergie et l'envie que je ressens chez moi, au cœur de la République démocratique du Congo. J'ai bien évidemment un attachement charnel, viscéral même, à mon pays, mais pour autant je crois porter sur lui un regard lucide. Le même que je porte sur le continent entier. En quelque sorte, la méthode, si je puis dire ainsi, de l'entrepreneur quand il investit dans un projet, quel qu'il soit, n'est pas éloignée de celle que nous pourrions suivre pour relever le défi de l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique. Je sais le potentiel immense des terres que nous avons, elles manquent seulement de valorisation. Je sais l'importance des ressources hydriques et des nappes phréatiques partout en Afrique, elles manquent simplement d'une gouvernance digne de ce nom. En définitive, j'ai essayé dans cet ouvrage de vous convaincre de tout cela non par des incantations ou des slogans, mais par l'expérience du terrain qui est la mienne. Car, finalement, je ne crois qu'à la réalité du terrain. Et ce que nous sommes en train d'accomplir en RDC, qui était loin d'être gagné d'avance, doit servir d'exemple à tous les pays voisins. J'ai tâché dans ce propos d'introduire l'idée d'une intrication des problématiques. Eau, électricité, agriculture, santé, éducation, tissu industriel, indépendance énergétique, commerce extérieur, influence internationale, stabilité géopolitique : tous ces enjeux sont directement connectés et produisent des effets bien réels sur notre incapacité à nourrir correctement l'Afrique aujourd'hui.

Prendre les escaliers est bénéfique pour le corps et le cerveau

S'il est tentant de prendre l'ascenseur ou l'escalator plutôt que d'emprunter les escaliers, le fait de gravir quelques étages par jour pourrait donner un coup de fouet à votre santé et à votre esprit.

Le 3 septembre 2021, en un peu moins de 23 heures, Sean Greasley a grimpé et descendu 8.849 m, une distance qui l'aurait amené au sommet de la plus haute montagne du monde. À la fin, il était en sueur et pouvait à peine marcher. Et il l'a fait dans le confort relatif de sa maison. Greasley détient le record du monde du temps le plus rapide pour monter et descendre l'Everest en escaliers, en 22 heures, 57' et 2". Si Greasley a réalisé cette performance dans l'escalier de sa maison de Las Vegas, d'autres poussent l'escalade des escaliers à d'autres extrêmes. La course dans les tours, par exemple, consiste à gravir d'énormes volées d'escaliers à l'intérieur de bâtiments emblématiques. Il existe même une association de Tower Running et un classement mondial officiel pour les athlètes d'élite qui se consacrent à ce sport inhabituel. La plupart d'entre nous n'atteindrons probablement pas de tels sommets, mais le fait de monter quelques volées d'escaliers dans notre vie quotidienne pourrait être un objectif à atteindre. D'après les recherches, monter des escaliers peut avoir des effets bénéfiques surprenants sur la santé physique et cérébrale, sans qu'il soit nécessaire de monter deux marches à la fois ou de battre des records. Il a été démontré que monter des escaliers améliore l'équilibre et réduit le risque de chute chez les personnes âgées, tout en améliorant la force du bas du corps. D'autres études montrent également que monter quelques étages peut avoir un effet positif sur nos

capacités cognitives, telles que la résolution de problèmes, la mémoire et, éventuellement, la pensée créative.

En tant que forme d'exercice à «faible impact», la montée d'escaliers, même de courte durée, peut contribuer à améliorer la condition cardiorespiratoire et à réduire le risque de maladie cardiovasculaire. Les améliorations de la condition physique aérobie obtenues en montant les escaliers à la maison peuvent même être équivalentes à celles obtenues en utilisant des machines à escaliers dans une salle de sport. C'est cette simplicité quotidienne qui constitue la plus grande force de la montée d'escaliers. Les escaliers sont omniprésents - on les rencontre à la maison, au travail et dans les lieux publics. En choisissant de prendre les escaliers plutôt que de sauter dans un escalator ou de monter dans un ascenseur, on pratique une forme d'exercice accessoire qui peut avoir un impact considérable sur la santé. «C'est un exercice que presque tout le monde peut pratiquer parce qu'il y a accès et qu'on le fait tous les jours», explique Alexis Marcotte-Chenard, chercheur postdoctoral en santé cardiaque, pulmonaire et vasculaire à l'université de Colombie-Britannique, à Kelowna, au Canada. Il étudie comment utiliser l'exercice et la nutrition pour réduire le risque de maladie cardiovasculaire, notamment les effets des «collations d'exercice» - de brèves périodes espacées d'activité vigoureuse d'une durée d'une minute ou moins, effectuées tout au long de la journée. L'escalade des escaliers est une activité prometteuse car elle peut être facilement adaptée en termes de difficulté en variant le rythme et ne nécessite pas d'équipement complexe ni de coût. «Lorsque vous faites de l'exercice, vous n'avez pas besoin d'équipement sophistiqué. Vous pouvez simplement utiliser votre propre corps.

Vous pouvez utiliser les escaliers», explique Marcotte-Chenard. «Et si vous pratiquez une activité physique tout au long de la journée, vous n'avez pas besoin de consacrer une heure à votre séance d'entraînement».

La recherche sur les collations d'exercice, également surnommées «snackactivité» ou «VILPA» (Vigorous Intermittent Lifestyle Physical Activity, Activité physique intermittente et intense dans le cadre d'un mode de vie), est en plein essor. Les chercheurs étant à la recherche de la meilleure solution d'exercice pour lutter contre les habitudes sédentaires et l'inactivité physique qui exposent actuellement environ 1,8 milliard d'adultes dans le monde à un risque de maladie.

EXERCICE EFFICACE.

Mais qu'est-ce qui fait des escaliers un exercice physique aussi efficace ? Tout d'abord, monter les escaliers est un moyen facile d'élever son rythme cardiaque - un élément important pour obtenir des bienfaits physiologiques. Mais la montée d'escaliers présente des avantages uniques par rapport à d'autres formes d'exercice. «La montée d'escaliers augmente la fréquence cardiaque et la consommation d'oxygène plus que la marche rapide, tout simplement parce qu'il est plus difficile d'aller à l'encontre de la gravité», explique Marcotte-Chenard. Monter les escaliers peut augmenter la taille et la force des muscles des cuisses et nécessite également l'utilisation des muscles abdominaux pour la stabilisation en hauteur. Il n'est même pas nécessaire de monter l'escalier au pas de course pour en tirer les bénéfices. S'il est vrai que monter deux marches à la fois peut s'avérer plus difficile et nécessiter un travail plus important des muscles autour de la cheville et du genou, les recherches sont partagées quant à savoir si l'on brûle réellement plus de calories en montant une marche à la fois. Il existe une autre

raison de préférer l'escalier à la machine à escaliers de la salle de sport : descendre les escaliers. Les muscles situés à l'avant des cuisses se contractent de deux manières différentes : en montant les escaliers, ils se raccourcissent (contraction concentrique) et en descendant les escaliers, ils s'allongent (contraction excentrique). Bien que les contractions concentriques nécessitent plus d'oxygène, brûlent plus de calories pendant l'exercice lui-même et soient considérées comme plus difficiles, la répétition des contractions excentriques est plus susceptible d'entraîner une croissance musculaire plus importante et plus forte. Cela s'explique par le fait que les contractions excentriques endommagent davantage les muscles pendant l'exercice et que, par conséquent, plus de calories sont brûlées à long terme pendant la réparation et la récupération. Les avantages ne se limitent pas non plus à des cuisses musculées. Des chercheurs ont découvert que la montée d'escaliers entraînait des améliorations surprenantes des capacités cognitives. Andreas Stenling est professeur agrégé de psychologie à l'université d'Umeå, en Suède, et étudie principalement les relations à long terme entre l'activité physique et la santé.

Avec ses collègues, il a étudié les effets immédiats de la montée d'escaliers sur différentes capacités cognitives chez de jeunes adultes. «L'inhibition et la commutation sont les deux principales fonctions cognitives sur lesquelles nous nous sommes concentrés ici», explique Stenling. «La commutation cognitive, parfois appelée flexibilité mentale, est la facilité avec laquelle nous pouvons passer d'une tâche cognitive à une autre. Il s'agit donc de passer d'une tâche à l'autre sans avoir à réinitialiser sa cognition, pour ainsi dire. L'inhibition consiste à bloquer les informations non pertinentes pendant que l'on est engagé

dans une tâche». Stenling explique que l'homme sait que ces fonctions cognitives sont importantes pour l'apprentissage, les tâches cognitives liées aux mots, la pensée abstraite et la capacité à rester concentré sur une seule chose. «Monter plus de cinq étages par jour est associé à un risque plus faible de maladie cardiovasculaire athérosclérotique». L'équipe Stenling a constaté que leur exercice de montée d'escalier améliorait de manière significative les capacités de «commutation» des participants, ce qui est également considéré comme la plus difficile des tâches cognitives testées. Elle a également testé les changements d'humeur et ont constaté que les participants se sentaient plus heureux et plus énergiques après avoir grimpé les escaliers. Une autre étude publiée à la Yamaguchi University Graduate School of Medicine, au Japon, a également montré que les personnes qui montaient deux étages d'escaliers étaient plus concentrées sur la résolution de problèmes que celles qui prenaient l'ascenseur. Curieusement, il n'y a pas eu d'amélioration dans la résolution des problèmes lorsque les personnes ont monté cinq ou huit étages, ce qui suggère que l'effet ne dépend pas du nombre d'escaliers. Une autre étude menée par le même groupe a également révélé que le fait de descendre les escaliers à pied entraînait une augmentation de la pensée créative, générant 61 % d'idées originales de plus que les personnes qui se déplaçaient en empruntant l'ascenseur. Par conséquent, si vous êtes à la recherche d'une bouffée d'inspiration sur un problème que vous essayez de résoudre, un petit tour à l'étage suivant et retour peut être tout ce dont vous avez besoin. Les mécanismes qui relient l'exercice physique aux bienfaits cognitifs suscitent beaucoup d'intérêt, mais peu de recherches concluantes ont été menées à ce

sujet. Stenling suggère toutefois que les améliorations pourraient être liées au système cardiovasculaire et à l'augmentation du flux sanguin vers le cerveau, ainsi qu'aux hormones de croissance telles que le facteur neurotrophique dérivé du cerveau, BDNF, qui semblent être influencées rapidement par l'exercice en général. Les chercheurs, dont Stenling, sont également désireux d'étudier si la montée d'escaliers peut avoir des effets à retardement. La plupart des études se concentrent sur les effets cognitifs immédiatement après avoir monté quelques marches. Une étude récente a toutefois révélé que la montée d'escaliers avait des effets bénéfiques sur la mémoire qui se prolongeaient le lendemain lorsqu'elle était associée à une bonne qualité de sommeil. Mais alors que le concept des 10.000 pas par jour est ancré dans l'esprit du public comme la référence en matière d'exercice physique quotidien, existe-t-il un objectif similaire que nous devrions viser lorsqu'il s'agit des escaliers ? Avant de répondre à cette question, il convient de noter que le chiffre de 10.000 pas ne repose pas sur une base scientifique très solide et que certaines études suggèrent que les bénéfices tendent à s'estomper après environ 7.500 pas. Le chiffre le plus connu provient en fait d'une campagne publicitaire coïncidant avec les Jeux olympiques de Tokyo de 1964, qui a pris son essor parce que le chiffre 10.000 en japonais ressemble à une personne en train de marcher. Les recherches sont tout aussi rares lorsqu'il s'agit de cibler la montée des escaliers. Mais les études existantes suggèrent que le fait de monter plus de cinq étages par jour (50 marches) est associé à un risque plus faible de maladie cardiovasculaire athérosclérotique, MCSA, c'est-à-dire l'accumulation de plaque dans les artères. L'équipe Marcotte-Chenard est convaincue que l'exercice en colla-

tion, et plus particulièrement la montée d'escaliers, pourrait constituer une bonne solution pour rompre avec les habitudes sédentaires au travail. Dans une étude évaluant les réactions psychologiques d'employés de bureau qui entreprennent de monter des escaliers sur leur lieu de travail, Marcotte-Chenard et ses collègues ont constaté que 71% des employés préféraient plusieurs petites collations d'exercice, en montant 60 marches en trois séances différentes, à une séance intense de HIIT (entraînement par intervalles à haute intensité) consistant à monter 60 marches trois fois en une seule séance. Pour les participants, il est plus facile de monter et descendre les escaliers une seule fois, puis de retourner s'asseoir. Et comme on répartit l'exercice tout au long de la journée, il semble que les gens l'apprécient un peu plus que s'ils le font en une seule fois. L'étude est unique en ce sens qu'elle a été menée en dehors d'un laboratoire, ce qui pourrait suggérer qu'elle s'applique mieux au monde réel. Toutes les recherches ne s'accordent pas à dire que la montée d'escaliers à domicile est la solution, certaines suggérant que l'activité physique n'est pas suffisante pour réduire le risque de mortalité lié aux maladies cardiovasculaires et de décès prématuré. Les personnes souffrant d'arthrose du genou peuvent trouver que les escaliers sont une épreuve douloureuse. Des études d'observation ont même montré que certains groupes démographiques, comme les femmes et les personnes en surpoids, sont moins enclins à emprunter les escaliers lorsqu'il existe une autre solution. Pour ceux qui sont capables d'emprunter un escalier, le préférer à un ascenseur ou à un monte-charge est un excellent moyen de faire un peu d'exercice accessoire qui sera bénéfique à la fois pour le corps et pour l'esprit. Rendez-vous au sommet. ANNABEL BOURNE ■

Les études veulent retarder les signes du vieillissement

Des scientifiques ont fait une découverte qui pourrait être utilisée pour retarder les signes du vieillissement.

Une équipe a découvert comment le corps humain crée de la peau à partir d'une cellule souche et a même reproduit de petites quantités de peau en laboratoire. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une étude visant à comprendre comment chaque partie du corps humain est créée, cellule par cellule.

Outre la lutte contre le vieillissement, ces découvertes pourraient également servir à produire de la peau artificielle pour les greffes et à prévenir les cicatrices.

Le projet Human Cell Atlas est l'un des programmes de recherche les plus ambitieux en biologie. Il est international, mais centré sur le Wellcome Sanger Institute à Cambridge, en Angleterre.

L'un des responsables du projet, le professeur Muzlifah Haniffa, a déclaré que ces découvertes aideront les scientifiques à traiter les maladies plus efficacement, mais aussi à trouver de nouveaux moyens de nous maintenir en bonne santé plus longtemps, et peut-être même de nous faire paraître plus jeunes. Si nous pouvons manipuler la peau et prévenir le vieillissement, nous aurons moins de rides, a déclaré Muzlifah Haniffa, du Wellcome Sanger Institute. Si nous parvenons à comprendre comment les cellules évoluent depuis le début du développement jusqu'au vieillissement à l'âge adulte, nous pourrions alors nous demander comment rajeunir les organes, rajeunir le cœur, rajeunir la peau. Cette vision est loin d'être réalisée, mais les chercheurs font des progrès, le plus récemment dans leur compréhension du développement des cellules de la peau chez le fœtus au



Il est trouvé comment le corps humain crée de la peau à partir d'une cellule souche. DR.

cours de la première phase du développement de la vie humaine. Lorsqu'un ovule est fécondé pour la première fois, toutes les cellules humaines sont identiques. Mais après trois semaines, des gènes spécifiques de ces « cellules souches » sont activés, transmettant des instructions sur la façon de se spécialiser et de se regrouper pour former différentes parties du corps. Les chercheurs ont

identifié les gènes qui sont activés à tel moment et à tel endroit pour former le plus grand organe du corps, la peau. Certains forment la surface de la peau.

UN ATLAS DU CORPS HUMAIN. D'autres déterminent sa couleur, et il y en a beaucoup d'autres qui forment les autres structures qui font pousser les cheveux, nous permettent de transpirer et nous protègent du monde extérieur.

Des chercheurs ont réussi à élucider l'ensemble des instructions nécessaires à la création de la peau humaine et les ont publiées dans la revue Nature. La lecture de ces instructions ouvre des perspectives passionnantes. Les scientifiques savent déjà, par exemple, que la peau fœtale guérit sans cicatrice. Le nouvel ensemble d'instructions contient des détails sur la façon dont

cela se produit, et un domaine de recherche pourrait être de voir si cela peut être reproduit dans la peau adulte, éventuellement pour une utilisation dans des procédures chirurgicales. Les scientifiques ont découvert que les cellules immunitaires jouaient un rôle essentiel dans la formation des vaisseaux sanguins de la peau, ce qui constitue une avancée majeure. Ils ont utilisé des produits chimiques

pour activer et désactiver des gènes au bon moment et au bon endroit afin de faire pousser de la peau artificiellement à partir de cellules souches. Jusqu'à présent, ils ont cultivé de petits échantillons de peau, sur lesquels des poils ont même poussé.

Selon le professeur Haniffa, l'objectif ultime est de perfectionner la technique. « Si nous savons créer de la peau humaine, nous pourrions l'utiliser pour les grands brûlés et transplanter des tissus », a-t-il déclaré. « Un autre exemple est que si nous pouvons créer des follicules pileux, nous pouvons générer des cheveux chez les personnes chauves. La peau artificielle peut également être utilisée pour comprendre comment se développent les maladies héréditaires de la peau et tester de nouveaux traitements éventuels. Les instructions d'activation et de désactivation des gènes sont envoyées à travers l'embryon en développement et continuent après la naissance jusqu'à l'âge adulte pour développer tous nos différents organes et tissus. Le projet Human Cell Atlas a analysé 100 millions

de cellules provenant de différentes parties du corps au cours de ses huit années d'existence.

Il a produit des ébauches d'atlas du cerveau et des poumons, et les chercheurs travaillent actuellement sur les reins, le foie et le cœur. La prochaine étape consistera à rassembler les différents atlas, explique le professeur Sarah Teichmann de l'université de Cambridge, l'un des scientifiques qui a fondé et dirige le Human Cell Atlas Consortium. « C'est incroyable et passionnant parce que cela nous donne de nouvelles idées sur la physiologie et l'anatomie, et une nouvelle compréhension de l'homme », a-t-elle déclaré. « Cela nous permettra de réécrire les livres sur nous-mêmes, nos tissus et nos organes, et sur leur fonctionnement. Des instructions génétiques sur la croissance d'autres parties du corps seront publiées dans les semaines et les mois à venir, jusqu'à ce que nous ayons enfin une image plus complète de la façon dont les êtres humains sont faits. Alors? Allons-y tous. C'est du bonheur. »

PALLAB GHOSH

Les effets des menstruations

Une découverte révolutionnaire vient bouleverser la compréhension du cerveau féminin.

Pour la première fois, des scientifiques ont mis en lumière des changements structurels à l'échelle cérébrale liés au cycle menstruel. Cette avancée ouvre de nouvelles perspectives sur l'impact des hormones sur la cognition et le comportement. Que réserve cette fascinante exploration du cerveau menstruel ? Le cycle menstruel, bien plus qu'un simple phénomène reproductif, s'avère être un véritable

chef d'orchestre du cerveau. Une étude pionnière, menée par des neuroscientifiques de l'Université de Californie à Santa Barbara, révèle des modifications structurelles globales du cerveau au cours du cycle menstruel. Cette découverte mérite qu'on s'y attarde tant elle bouleverse la compréhension du fonctionnement cérébral féminin. L'équipe de recherche, dirigée par Elizabeth Rizo et Viktoriya Babenko, a suivi 30 femmes tout au long de leur cycle menstruel. Leur objectif ? Documenter minutieusement les changements structurels du cerveau féminin en fonction des fluctuations hormonales. Les résultats, bien

que non encore validés par des pairs, sont stupéfiants. Les chercheurs ont constaté que les modifications structurelles ne se limitent pas aux régions cérébrales classiquement associées au cycle menstruel. En effet, l'ensemble du cerveau semble être affecté par ces variations hormonales. Cette découverte remet en question notre compréhension de l'axe hypothalamo-hypophyséogonadique (HPG) et de son influence sur le cerveau. Les principaux changements observés ? Modifications de la microstructure de la matière blanche ; variations du volume de la matière grise ; fluctuations du volume de liquide

céphalo-rachidien. Les hormones, chefs d'orchestre du cerveau féminin. L'étude a mis en évidence des corrélations intéressantes entre les niveaux hormonaux et les changements cérébraux. Juste avant l'ovulation, lorsque les taux de 17 β -estradiol et d'hormone lutéinisante augmentent, la matière blanche subit des modifications suggérant un transfert d'information plus rapide. C'est comme si le cerveau se préparait à une phase d'hyper-efficacité. Vers une meilleure compréhension de la santé mentale féminine ? Cette étude ouvre la voie à de nouvelles perspectives dans la compréhension des

troubles mentaux liés au cycle menstruel. Les chercheurs suggèrent que ces changements structurels pourraient avoir des implications sur le comportement et la cognition. Bien que les conséquences fonctionnelles de ces modifications n'aient pas encore été étudiées, cette découverte pourrait aider à élucider les mécanismes sous-jacents à certains problèmes de santé mentale sévères liés aux menstruations. L'importance de cette recherche ne se limite pas au cycle menstruel. Elle pourrait également éclairer notre compréhension du fonctionnement du système nerveux humain dans son

ensemble, notamment : les périodes de transition hormonale (puberté, ménopause) ; les effets des contraceptifs oraux sur le cerveau ; l'impact des thérapies hormonales de réassignation de genre. Cette étude pionnière nous rappelle l'importance cruciale de la recherche sur la santé féminine. Elle souligne également la complexité captivante du cerveau humain, capable de se remodeler en permanence sous l'influence des hormones. Les 450 cycles menstruels qu'une femme vivra en moyenne au cours de sa vie apparaissent désormais comme autant d'opportunités pour le cerveau de se réinventer.

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

Aucune d'elles n'est américaine. Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

► **Rolls-Royce Boat Tail.** La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

► **Bugatti, la voiture noire.** One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

► **Pagani Zonda.** De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

► **Rolls-Royce Sweptail.** Marque de voiture de luxe par excellence, trustee encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

► **Bugatti Centodieci.** Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

► **Lamborghini Veneno.** Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



CCXR Trevita. Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

► **Bugatti Bolide.** Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.

étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

► **Maybach Exelero.** Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et promouvoir une nouvelle série de pneus.

Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

► **Bugatti Divo.** Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

► **Koenigsegg**



C'est prouvé scientifiquement

Une urologue, spécialisée en chirurgie pelvienne, dévoile une technique simple, souvent négligée pendant les rapports sexuels, qui permet de faire monter l'excitation rapidement. Zones à privilégier, vitesse, surface à toucher...

Voici comment caresser votre partenaire pour un maximum de plaisir. Caresser le cou, les tétons ou l'intérieur de la cuisse, lentement mais de façon précise, décuple le plaisir sexuel, selon le Dr Rena Malik, urologue et professeur en chirurgie pelvienne à l'Université de Maryland (États-Unis). Caresser pas plus de 10 cm de peau par seconde. Dans une vidéo YouTube qui comptabilise plus de 180.000 vues, le Dr Malik vante les effets



Savoir caresser son/sa partenaire pour un maximum de plaisir partagé. DR.

des caresses sur le plaisir sexuel, une pratique qui est souvent oubliée pendant les rapports sexuels. Pour cela, elle s'appuie sur les résultats d'une étude publiée en 2018 dans Plos One. Elle rapporte que des caresses douces mais franches

sur les zones érogènes - des zones du corps très sensibles à l'excitation sexuelle quand elles sont stimulées - procurent beaucoup de plaisir quand elles sont réalisées à une vitesse ne dépassant pas 10 centimètres de peau par seconde. Une

technique qui, selon le Dr Malik, «optimiserait l'activation de certaines terminaisons nerveuses» dans ces zones, augmentant ainsi le plaisir sexuel. Prendre le temps d'identifier les zones érogènes de son partenaire. L'étude sur

laquelle s'appuie la docteure a été menée sur dix-neuf couples. Dans chaque couple, un partenaire devait donner les caresses et l'autre le recevoir. Les « donneurs » devaient donner deux types de caresses à leur partenaire : soit des caresses lentes

recouvrant 3 cm de peau par seconde, soit des caresses rapides recouvrant 18 cm de peau par seconde. Les caresses étaient réalisées dans le cou (une zone connue pour être érogène) et sur le front, une zone à priori peu, voire pas du tout érogène. Après avoir observé la réaction des participants «receveurs de caresses», les chercheurs ont remarqué que la vitesse employée pour effectuer les caresses jouait un rôle important sur le niveau de plaisir ressenti. «Nous sommes plus réactifs à des caresses effectuées à une vitesse de 1 à 10 cm de peau par seconde», commente le Dr Malik. Ce toucher optimal aurait pour effet d'activer les régions du cerveau impliquées dans le traitement des émotions et des sentiments. Et, sans surprise, les « receveurs de caresses » ont déclaré

être plus excités avec des caresses dans le cou plutôt que sur le front. On l'aura compris. Si l'on veut faire monter la température avec sa/son partenaire, il faut identifier ses zones érogènes et bien les caresser sans trop s'égarer ! Grâce au Dr Rena Malik, l'on sait comment s'y prendre maintenant.

Comment se fait-elle

Comment se fait la lubrification vaginale? La lubrification vaginale est un fluide produit naturellement qui lubrifie le vagin d'une personne de sexe féminin. La lubrification vaginale est toujours présente, mais la production augmente de manière significative à l'approche de l'ovulation et pendant l'excitation sexuelle en prévision d'un rapport sexuel.

Et si ce n'était pas l'alpha et l'oméga

Dans le cadre d'une relation sexuelle, la pénétration est souvent considérée comme une pratique classique et courante, bien qu'elle ne satisfasse pas forcément la partenaire. Pour autant, il existe d'autres chemins pour permettre l'épanouissement sexuel de chacun.

Une relation sexuelle, hétérosexuelle en tout cas, est très souvent centrée autour de la pénétration vaginale. Or, si cet acte demeure naturel et peut procurer un grand plaisir aux deux partenaires, il peut aussi être un frein à l'épanouissement sexuel de chacun, en particulier de la femme. Pourquoi ne pas changer un peu de prisme ? Un



Autres chemins pour l'épanouissement sexuel de chacun. DR.

grand nombre de femmes ne parvient pas à obtenir d'orgasme si le rapport sexuel se compose essentiellement de la pénétration. Les caresses et les autres jeux sexuels que l'on a longtemps qualifiés de préliminaires sont parfois plus efficaces et satisfaisants. Or justement, ils peuvent être autre chose que de simple

«prémices» à l'acte de la pénétration. Ils sont en réalité des actes à part entière pouvant composer un rapport sexuel plein et entier en dehors de la pénétration vaginale par le pénis.

UNE DÉCONSTRUCTION. D'autant que, comme le dit Martin Page,

l'auteur de Au-delà de la pénétration, «un médecin me disait que les hommes sont vraiment stupides de se focaliser sur la pénétration parce que fatalement, à 60-70 ans, ils vont arrêter d'être facilement en érection et pour autant ils continueront bien à s'épanouir autrement». Il serait donc intéressant de s'écarter de la

pénétration en tant qu'élément principal pour se découvrir de façon plus libre. Par ailleurs, il est aussi recommandable de sortir de cette injonction dans laquelle la pénétration est colorée d'une notion de domination. L'évolution des points de vue en matière de genre, de droits des femmes et de sexualité a d'ailleurs permis des changements dans les comportements sexuels. Ainsi, en Europe, les femmes sont de plus en plus nombreuses à avoir pénétré leur partenaire masculin. Car «l'exploration du versant anal de la sexualité va aussi de pair avec des pratiques anales où (les femmes) sont actives», informe ainsi le Panorama de la sexualité des Européennes à l'heure du Covid-19 par l'Observatoire européen de

la sexualité féminine en 2021. Une pratique considérée là encore comme «active» pour le partenaire «pénétrant». Pour aller encore plus loin dans la déconstruction, il est aussi possible d'inverser les rôles traditionnels et de considérer la pénétration comme un acte passif. Comment cela? Inventé en 2016 par l'artiste Bini Adamczak, et popularisé en France en 2019 par Martin Page, le terme de «circlusion» consiste à «enfiler, enserrer ou engloutir» un pénis dans son vagin ou son rectum - pratique qui devient alors l'acte actif dans l'acte sexuel. Ce qui permettrait ainsi d'éliminer la notion de domination systématique de la femme par l'homme. Et donc d'ouvrir le champ des possibles pour les partenaires.

Lubrification vaginale : qu'est-ce que c'est ? Il ne s'agit pas comme on pourrait le croire, d'un phénomène lié à la sécrétion d'une substance particulière. Bien au contraire, la lubrification résulte d'une transsudation, lorsque des éléments figurés du sang, présents dans les parois du vagin, passent dans la cavité vaginale et humidifient le sexe féminin. Pourquoi la lubrification vaginale est-elle importante ? Pour les personnes de sexe féminin, la lubrification vaginale est une partie importante de l'excitation sexuelle. Elle prépare le vagin à la pénétration, facilitant l'entrée du pénis et réduisant les frictions ou les irritations qui l'accompagnent. La douleur pendant les rapports sexuels est souvent due à une lubrification insuffisante.

Fin d'une idylle



Donald Trump et Elon Musk dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, le 14 mars 2025. Depuis jeudi 6 juin, l'idylle entre le président américain et le patron de SpaceX et Tesla semble rompu. AFP-ROBERTO SCHMIDT.

Donald Trump paraît en avoir marre de son ami Elon Musk. Le président américain l'a menacé dans une interview samedi 7 juin de « très lourdes conséquences » s'il tentait de nuire à des élus républicains et c'est deux jours après leur violente rupture qui a éclaté aux yeux du monde entier. Il a également fait part de son intention de ne plus vouloir adresser la parole à Elon Musk.

L'escalade se poursuit dans les tensions entre les deux hommes. Le président américain a déclaré samedi 7 juin qu'il y aurait des « conséquences graves » si Elon Musk venait à financer des démocrates face aux républicains soutenant le projet de réforme fiscale voulu par le président américain, auquel s'est opposé le milliardaire, une querelle ayant éclaté au grand jour une semaine auparavant. Interrogé sur la possibilité que le riche entrepreneur finance des candidats démocrates en campagne contre des élus républicains soutenant ce texte, il a répondu à la chaîne NBC : « S'il le fait, il devra en payer les conséquences ». « Il devra faire face à de très lourdes conséquences », a-t-il ajouté. Bien qu'Elon Musk ait effacé certains des messages qu'il avait publiés jeudi sur le réseau social X dans lequel il se disait favorable à une destitution de Donald Trump ou un autre ou

il insinuait un lien entre Donald Trump et l'affaire Epstein, le président américain a déclaré qu'il n'avait aucune envie de restaurer sa relation avec Elon Musk. Lorsque la chaîne lui a demandé s'il pensait que sa relation avec le multimilliardaire était terminée, Donald Trump a répondu : « Je suppose que oui ». Il a en outre déclaré qu'il n'avait pas l'intention de s'entretenir avec Elon Musk dans un avenir proche. « Je suis trop occupé avec d'autres choses », a-t-il lancé, avant d'ajouter : « Je n'ai aucune intention de lui parler ».

UN DIVORCE BRUYANT. Les tensions entre Donald Trump et Elon Musk, l'un des principaux soutiens du président américain dont il a été un temps le conseiller, ont éclaté à propos du vaste projet de réforme fiscale du chef de la Maison Blanche. Le texte, décrit par Donald Trump comme « grand et beau », a été qualifié d'« abomination » par Elon Musk, qui dit craindre - comme certains élus républicains - un alourdissement de la dette publique déjà massive des États-Unis. Cette opposition d'Elon Musk au projet de loi, que Donald Trump dit attribuer à la suppression programmée des crédits d'achat pour les véhicules électriques, a jeté une ombre sur l'adoption du texte par le Congrès, dont les deux chambres sont contrôlées par les républicains avec une majorité étroite. Donald Trump a déclaré samedi sur NBC News être confiant sur l'issue du vote au Congrès, qu'il anticipe d'ici au 4 juillet - jour de la fête nationale américaine. Après plusieurs jours de tensions, c'est donc la rupture. Un divorce bruyant entre le

président et le patron de X et Tesla. Depuis jeudi 5 juin, c'est le grand déballage par réseaux sociaux interposés, avec des menaces de part et d'autre. Face au caractère imprévisible de ces deux personnalités, les médias américains s'interrogent sur la suite des événements. Qu'en pense Maud Quessard? La directrice Espace Euratlantique-Russie à l'IRSEM, spécialiste de la politique étrangère américaine, également autrice des livres Alliances et politique de pouvoir à l'ère trumpienne (Palgrave MacMillan) et Les guerres de l'information à l'ère numérique, PUF, pense que « ce qui est intéressant dans cette prise de position de Trump, très virulente vis-à-vis de Musk et de SpaceX, c'est davantage la purge qui est à l'œuvre. On a sans doute remarqué qu'un des proches de Musk, Jared Isaacman, milliardaire lui aussi, était candidat à la tête de la Nasa et il a été écarté. Donc davantage que de soutiens financiers, ce sont plutôt des purges que Donald Trump annonce, y compris dans les équipes de Musk. Et ce qui se dessine, ce n'est pas seulement l'affrontement de deux hommes, mais de deux camps, les libertariens soutenus par Musk avec Ron Paul d'un côté et de l'autre les MAGA de toujours comme Trump et le président de la Chambre des représentants qui s'est également positionné contre Elon Musk ». Quant aux conséquences que cette division peut avoir au sein du parti républicain, Maud Quessard pense qu'il « peut y avoir des conséquences. Le soutien de Ron Paul, lui, fait partie du Tea Party et qui incarne les libertariens. On sait que les barons

de la tech sont des libertariens convaincus, qu'ils incarnent ce techno-capitalisme nationaliste fortement libertarien. Ça ne concerne pas qu'Elon Musk, mais l'ensemble en fait des grands barons de la tech qui sont venus soutenir Trump. Et ce qui est intéressant, c'est que ces libertariens - un courant finalement minoritaire au sein du Parti républicain - deviennent plus importants avec les barons de la tech. Il y a un point majeur dans leurs opinions et leurs lignes politiques: le budget américain. En cela, ils sont assez cohérents, autant Musk que Ron Paul. Et finalement, dans cette affaire, Musk peut paraître beaucoup moins fou que Trump ne voudrait le dire car s'intéresser au déficit budgétaire américain, qui est extrêmement conséquent puisqu'il atteint à 6,25% du PIB, est un sujet majeur et pourrait créer une division. La question budgétaire et puis celle de la loyauté ». Mais ce budget, pense Maud Quessard, « ne pourrait peut-être pas déstabiliser Trump qui peut paraître inébranlable, mais le contrarier, sans doute. Il appelle ce projet de loi le « Big Beautiful Bill », le très beau projet de loi, comme toujours, c'est comme le « Golden Dome », tout est enrobé d'une rhétorique qui est toujours un petit peu exubérante. Et cela touche aussi toujours à cette personnalité de Donald Trump, particulièrement imbu de lui-même et très susceptible. C'est une ligne de crête que doivent adopter les républicains loyaux pour finalement passer sous le radar des foudres de Trump. Fidèles à leurs convictions et peut-être aux intérêts du pays. Et l'intérêt du pays serait de ne pas creuser davantage le déficit

budgétaire. Cela risque de déstabiliser Trump, car lui, il a fait des promesses de campagne et il faut que, avant le 4 juillet, il ait pu tenir ses promesses de campagne et faire passer son « Big Beautiful Bill » avant cette date fatidique pour rester crédible auprès de son électorat MAGA ». Il est vrai qu'« on est dans le battage médiatique. Musk sort des dossiers qui pourraient attendre le président et peut-être attendre son électorat. Mais encore, au-delà de ce scandale majeur, ce qui est particulièrement intéressant, c'est ces deux camps qui se forment, dont les MAGA autour de Trump qui vont le soutenir envers et contre tout. Et puis de l'autre côté, les masculinistes blancs, les « TechGuys » qui sont déjà très actifs en ligne pour soutenir Musk. Et là, on voit qu'il y a une fracture, non pas qu'entre deux hommes, mais entre deux courants. Et même sur cette question-là, les masculinistes blancs adeptes de la tech qui soutiennent Musk ont déjà pris position depuis, si on regarde ce qui circule sur X en faveur de Musk. Et ces gens-là sont plutôt des hommes jeunes blancs qui ont fait partie de l'électorat de Trump et des MAGA ».

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-32-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

